

FEVRIER 2009



Communiqué de presse de l'Organisation Internationale de la Francophonie

Paris,

LE 2 FEVRIER 2009

Abdou Diouf appelle au respect de l'ordre constitutionnel et au plein respect des droits et libertés à Madagascar

Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, exprime sa grande inquiétude face à l'aggravation de la situation politique à Madagascar. Il dénonce les actes de violence perpétrés depuis le 26 janvier dernier dans le pays et déplore les pertes en vies humaines provoquées par ces violences ainsi que les destructions matérielles consécutives aux manifestations organisées ces derniers jours.

Dans ce contexte de tension, il appelle à un retour rapide au calme et à la sérénité et encourage vivement toutes les parties au dialogue et à la modération. Il condamne fermement toute action visant à déstabiliser le pays et susceptible de porter atteinte à l'État de droit et à remettre en cause l'ordre constitutionnel et ce conformément aux dispositions de la Déclaration de Bamako.

Il estime que tous les Malgaches sont dans l'obligation impérative de respecter pleinement les droits et libertés fondamentaux, et notamment la liberté d'expression dans un environnement apaisé, ainsi que la protection des personnes et des biens.

Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, s'engage à appuyer et à s'associer à toutes les initiatives internationales favorisant le dialogue et la réconciliation nationale au service de la paix et de la démocratie.

Il affirme la disponibilité de la Francophonie à œuvrer, dans le respect de la constitution et des lois malgaches, à la résolution des tensions et au retour à la stabilité.

L'OIF compte 56 Etats et gouvernements membres, et 14 pays observateurs.

Source :

http://www.francophonie.org/actualites/nouvelle.cfm?der_id=2757&affdebutr=6&type=liste

paru le 2/2/2009

CRISE SOCIALE

Les enfants d'Antananarivo en danger

Les enfants sont aussi victimes de la crise que traverse le pays, surtout celles issues de familles défavorisées. En plus des quelques-uns qui ont péri dans les incendies, plusieurs ont disparu.

Depuis mardi dernier, des plaintes concernant la disparition d'un enfant ne cessent d'arriver auprès des autorités compétentes. Ces enfants sont généralement âgés de 10 à 14 ans. Les membres du réseau Taiza se sont ainsi regroupés, vendredi, pour mettre en place des actions à court terme visant à mieux protéger les enfants de la capitale.

Durant les jours à venir, les 39 entités qui font partie de ce réseau vont sensibiliser les parents et les inviter à ne pas laisser leurs enfants participer aux actes de vandalisme ni à les envoyer dans des lieux qui pourraient constituer un danger pour eux. Les enfants aussi seront informés des dangers qu'ils peuvent courir dans la situation de désordre social qui prévaut actuellement. Ces séances seront aussi mises à profit pour rappeler l'existence du numéro vert (805) qui permet de signaler aux autorités compétentes toute forme de maltraitance dont un enfant pourrait faire l'objet.

Les parents, premiers responsables

Bien que plusieurs associations et groupements de protection de l'enfance existent, le réseau Taiza tient à rappeler que les premiers responsables d'un enfant restent ses parents. Jusqu'à vendredi, 29 plaintes concernant la disparition d'un enfant ont été enregistrées auprès des différents membres du réseau Taiza, dont la police des mœurs et des mineurs. Quatre enfants dont on ignore encore les parents, ont aussi été remis aux autorités. Parmi eux, un nourrisson de cinq jours qui a été retrouvé par un passant sur les trottoirs du côté d'Ankorondrano. Le plus âgé de ces enfants «*retrouvés*» a 3 ans et demi. Quelques enfants ont aussi été identifiés parmi les personnes qui ont péri sous les flammes. Sur les ondes d'une des radios de la capitale, nous avons aussi entendu des parents se plaindre du fait que leurs enfants avaient été enrôlés par des individus pour participer aux différents casses à leurs risques et périls.

Quelles conséquences à long terme ?

Cette crise sociale aura des conséquences néfastes sur tout le monde et en particulier sur les enfants. Pour les évaluer, une enquête sera effectuée à partir de cette semaine dans les 192 fokontany de la capitale grâce à l'appui de l'Unicef. Cette enquête permettra, entre autres, de déterminer avec exactitude la situation des enfants dans chaque fokontany dans tous les domaines de la vie, leur situation familiale et leur santé en passant par la scolarité et la sécurité alimentaire. D'ores et déjà, on sait que les enfants d'un quartier aux alentours d'un des établissements pillés subissent actuellement des pressions et des menaces de la part de certaines personnes. Comme beaucoup de gens dans ce quartier, plusieurs enfants ont en effet participé au cambriolage de l'établissement et des personnes malintentionnées les menacent pour que ces enfants leur cèdent ce qu'ils ont pu dérober. Des menaces qui peuvent se détériorer jusqu'à se concrétiser en actes de violence.

Source :

<http://www.les-nouvelles.com/default.php?file=article&mode=detail2&id=43292>

02 FEVRIER 2009

Toliara **Meeting de réconciliation**

Environ 8 à 10 000 personnes ont répondu à l'appel de l'opposition samedi après-midi sur la place de la démocratie au bord de mer face à la stèle du nationaliste Monja Jaona à Tuléar. Un meeting de soutien au maire d'Antananarivo Andry Rajoelina dans son bras de fer avec le président Ravalomanana.

Les ténors de l'opposition de Toliara se sont cette fois ralliés pour une cause commune : le renversement du régime en place. « On a enterré la hache de guerre pour affronter ensemble notre ennemi commun en la personne de Ravalomanana » a déclaré en substance Houssen du Toliara Mijoro lors de son intervention.

Tsimiondra Thomas est le médiateur de la réconciliation entre opposants à Toliara; il est venu d'Antananarivo non seulement pour le meeting mais surtout pour réconcilier les deux frères ennemis : la plate-forme de l'opposition et le Toliara Mijoro. Ce grand rassemblement a été une occasion de démontrer qu'ils roulent sur le principe de la transition prônée par Andry TGV dans la matinée à Antananarivo. « Nous osons espérer que Toliara sera représentée dans ce gouvernement d'union nationale, contrairement à Ravalomanana qui a ignoré les natifs de cette région dans les différents gouvernements qui se sont succédé ».

Francis Ramanantsoa
Date : 02-02-2009

Source :
<http://www.lexpressmada.com/display.php?p=display&id=24224>

MEMORANDUM DE SORTIE DE CRISE

02 FEVRIER 2009

Conscient de la dégradation de la situation économique et sociale à laquelle fait face actuellement le pays et suite à l'appel que nous avons lancé le 26 et 27 janvier dernier afin de pouvoir sortir rapidement de l'impasse politique, nous estimons nécessaire de prendre nos responsabilités pour présenter une solution de sortie de crise. Le présent document en expose les grandes lignes et les principes.

La situation actuelle tire son origine de la revendication par la population d'Antananarivo du non respect de la liberté d'expression par la fermeture de la station de télévision VIVA. Cette action du Gouvernement à l'encontre de la station VIVA appartenant au Maire d' Antananarivo a suscité beaucoup de questions quant à l'effectivité de la démocratie dans le pays. Par ailleurs, les faits suivants ont amplifié la contestation populaire à savoir l'affaire des 1.300.000 Ha de terrain qui auraient été octroyés à la société sud coréenne DAEWOO LOGISTICS, ainsi que l'achat de l'avion présidentiel FORCE ONE.

Ces éléments ont incité la population Malgache à revendiquer fortement la réouverture de la station de télévision VIVA, à l'instauration d'une vraie démocratie et la transparence dans la conduite des affaires de l'Etat.

Depuis quelques jours, la situation a évolué vers une radicalisation des positions de part et d'autre avec en toile de fond des scènes de violence et de pillage le lundi 26 et le mardi 27 dans presque toutes les grandes villes du pays, pour aboutir le samedi 31 janvier 2009 à la déclaration du Maire d'Antananarivo comme étant en charge des affaires nationales, suivi le soir même par une réplique du Président de la République qui a affirmé qu'il est toujours le Chef de l'État et qu'il fait le nécessaire pour développer le pays.

Par ailleurs, le 01 février 2009 l'Union africaine a exprimé sa position sur la situation et précise « *qu'il est totalement interdit de prendre le pouvoir par des moyens non constitutionnels. Nous demandons au peuple malgache de se calmer, de continuer à dialoguer et à résoudre ses problèmes par la négociation* ».

Si cette situation est amenée à perdurer, les risques sont :

- La dégradation de la sécurité des biens et des personnes
- La démotivation de toute la population
- La mise en péril de l'unité nationale
- Des problèmes d'approvisionnement au niveau des produits de première nécessité pouvant aboutir à une explosion sociale
- La régression de l'économie :
 - Fermeture d'entreprises
 - Chômage
 - Inflation galopante

- Baisse de la production
- La baisse de la crédibilité du pays vis-à-vis de l'extérieur :
 - Blocage des aides extérieures
 - Retrait des investissements étrangers

Actuellement, la situation est totalement bloquée, et ce, malgré les appels incessants incitant au dialogue émanant de divers groupes et associations.

Une FORCE DE PROPOSITION crédible est donc nécessaire pour peser sur les deux parties à adopter un scénario de sortie de crise. La démarche est fondée sur les principes directeurs suivants :

- Une totale neutralité et une représentativité nationale
- Une recherche de solution pacifique soucieuse de préserver l'unité nationale et la paix sociale
- Le respect des valeurs démocratiques et républicaines ainsi que le Fihavanana et les droits de l'homme

Ce démarche aura pour principale mission de :

- Identifier les actions prioritaires sur la base du document de sortie de crise à discuter par les parties notamment les solutions politiques, économiques et social, et sur le plan sécurité.
- Décrire le mode de désignation et de nomination du Premier Ministre sur la base d'une convention extraconstitutionnelle.
- Mise en place du gouvernement sous le contrôle de l'assemblée du regroupement des acteurs de la vie nationale.

Pour la crédibilité du scénario, l'adhésion et le soutien effectif de la majorité, acteurs de la vie nationale sont sollicités, notamment ceux :

- Des organisations confessionnelles
- De la société civile
- Du milieu académique
- Des opérateurs du secteur privé
- Des syndicats et ordres des principaux corps de métier
- Des notables des régions
- De la presse et des médias
- Des partenaires techniques et financiers en tant qu'observateurs

De plus, des entités telles que les Forces de l'ordre, la communauté religieuse, la communauté économique, la presse et l'appareil judiciaire, doivent s'ériger en tant que « GARANT » de la mise en œuvre des résolutions entérinées par les parties.

Tel est donc l'objet de la présente proposition que nous avons l'honneur de soumettre à toutes les entités pour servir d'outil de base à la résolution de la crise malgache actuelle. Fait à Antananarivo, le 2 février 2009

Benjamin Andriamparany RADAVIDSON

03 FEVRIER 2009

Afrique Libération

Solidarité internationale et luttes sociales en Afrique Subsaharienne

Appel de la FI.SE.MA. (Confédération des syndicats de Madagascar) aux citoyens et aux organisations citoyennes

3 février 2009

[FI.SE.MA.](#) -

Nul ne peut ignorer que la Capitale est le centre de l'Autorité, de l'Administration et de l'Economie de Madagascar. Les événements qui se passent à Antananarivo depuis la semaine de 26 janvier devraient nous interpeller sur l'incapacité des gouvernants actuels - élus et nommés - face à leurs responsabilités, engagements et promesses. Les dégâts sont irréversibles et auront des impacts sur l'appareil économique, déjà fragile, avec des tragédies humanitaires à terme sur l'ensemble de l'île.

Les pillages, commencés à Antananarivo, se sont répandus sur l'ensemble des grandes villes de l'île avec la destruction de patrimoines chèrement payés par nos IMPOTS, par nos DETTES, et par l'AUMÔNE. L'histoire du pays a cependant montré qu'on n'a jamais su les vrais coupables des incendies de nos richesses et patrimoines nationales et des biens privés lors des crises politiques.

Les manifestations populaires de ses derniers jours sont les expressions de frustrations, d'injustices et de la pauvreté ayant pour source la politique ultralibérale ne profitant qu'à une partie infime de la population. Avec l'absence d'autorité, le pays a basculé vers le chaos, presque laissant champ libre à l'anarchie. Pourtant, il y a plusieurs manières de gérer la crise sans recourir aux actes de vandalismes des biens publics et privés. Les impacts négatifs des pillages et des destructions ne sont pas encore visibles, mais ils se feront sentir à terme au niveau des ménages. De même, pour les dommages sur le système de distribution des Produits de Première Nécessité. Le bien-être de la population est tributaire de l'économie qui a besoin d'une autorité politique crédible et des institutions fortes pour protéger les biens et les personnes.

On ne sert pas son pays en restant silencieux et en regardant les autres conduire notre avenir dans l'incertitude. Le Devoir de chaque citoyen est de réagir publiquement et clairement sa position afin d'établir une « vision commune ». Dans la situation actuelle, il est temps de se positionner pour sortir de cette crise. L'objectif est de construire une « Bonne Fois Pour Toute » les fondations durables d'« un projet de société » avec et pour la population qui veut « INVESTIR, TRAVAILLER ET VIVRE » en toute sécurité et sérénité sur cette belle île.

Notre prise de position est une question de civisme, au même titre que d'aller voter. La perplexité des citoyens et des organisations citoyennes fait perdre de l'argent aux entreprises, avec un fort risque de chômage et de compression de personnel, et incite les investisseurs existants et potentiels à partir dans des pays plus favorables. Il n'est plus à démontrer que Madagascar, connu par son taux élevé de vulnérabilité, ne peut supporter une crise nationale qui dure dans l'incertitude.

En une semaine, le peuple a vu et entendu l'état d'esprit des deux protagonistes. Andry Rajoelina a démontré sa détermination vers la démocratie en drainant la population déçue par le pouvoir en place, sans pour autant, présenter clairement son projet de société et sa politique économique et sociale, capable de faire reculer rapidement la pauvreté et l'insécurité.

Marc Ravalomanana, chef d'état élu, a montré, une fois de plus, de par ses discours et par ses actes, son comportement autocratique et despotique qui ne mérite pas le titre que le peuple l'a honoré par les urnes.

Madagascar a besoin d'un chef d'état « engagé, compétent et intègre » et d'un gouvernement, non soumis, travaillant pour le bien-être de tous les citoyens. Il faut une conviction commune à partager à nos compatriotes et l'exprimer avec fermeté dans le plus bref délai. Les entreprises Malagasy, de même que les ménages, ne supporteront pas des jours et des semaines d'incertitude.

Chacun de nous a ainsi le devoir de sensibiliser son entourage afin d'influencer les gardiens des institutions démocratiques « juges, parlementaires, forces de l'ordre » pour qu'une « décision ferme », répondant aux attentes des citoyens conscients de l'importance des responsabilités sociétales, soit prise pour le bien du pays et de l'ensemble de la population. La fondation à imposer est la mise en place d'un véritable « Etat de droit » avec une réelle séparation des pouvoirs « législatif, exécutif et judiciaire » exercés par des instances différentes constituant des contre-pouvoirs et s'équilibrant mutuellement. Il est temps d'instaurer une institution d'échanges et de réflexions - le « Conseil Economique et Social » - servant d'un lieu d'expressions du peuple au lieu de toujours faire des grèves générales et saccager les biens d'autrui pour se faire entendre.

Pour conclure, la FI.SE.MA tient à rappeler, une fois de plus, que l'exercice de la démocratie doit se faire dans des conditions de liberté, aussi bien d'opinion que d'expression, de responsabilité et dans le respect de la pluralité et dans l'intérêt commun.

Antananarivo, le 03 février 2009

Auteur FISEMA

Source : <http://www.liberationafrique.org/spip.php?article2364>

**Libération Afrique c/o Cedetim –
21ter, rue Voltaire - 75 011 Paris - France-
Tél : +33 (0) 1 43 71 62 12 –**



FIRAISAN'NY SENDIKAN'NY MPIASAN'NY MADAGASIKARA
CONFEDERATION GENERALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DE MADAGASCAR
AFFILIEE A LA CONFEDERATION SYNDICALE INTERNATIONALE – C.S.I



Lot III H 8 ISOTRY B.P. :172 Antananarivo 101 – Adresse Télégr: FISEMA ANTANANARIVO
Tél: (261) 33 11 874 14 e-mail: fisema@gmail.com

APPEL AUX CITOYENS ET AUX ORGANISATIONS CITOYENNES

**La sortie de cette crise est en chacun de nous
L'incertitude ne profite à personne...**

Nul ne peut ignorer que la Capitale est le centre de l'Autorité, de l'Administration et de l'Economie de Madagascar. Les événements qui se passent à Antananarivo depuis la semaine de 26 janvier devraient nous interpeller sur l'incapacité des gouvernants actuels - élus et nommés - face à leurs responsabilités, engagements et promesses. Les dégâts sont irréversibles et auront des impacts sur l'appareil économique, déjà fragile, avec des tragédies humanitaires à terme sur l'ensemble de l'île.

Les pillages, commencés à Antananarivo, se sont répandus sur l'ensemble des grandes villes de l'île avec la destruction de patrimoines chèrement payés par nos IMPOTS, par nos DETTES, et par l'AUMÔNE. L'histoire du pays a cependant montré qu'on n'a jamais eu les vrais coupables des incendies de nos richesses et patrimoines nationales et des biens privés lors des crises politiques.

Les manifestations populaires de ses derniers jours sont les expressions de frustrations, d'injustices et de la pauvreté ayant pour source la politique ultralibérale ne profitant qu'à une partie infime de la population. Avec l'absence d'autorité, le pays a basculé vers le chaos, presque laissant champ libre à l'anarchie. Pourtant, il y a plusieurs manières de gérer la crise sans recourir aux actes de vandalisme des biens publics et privés. Les impacts négatifs des pillages et des destructions ne sont pas encore visibles, mais ils se feront sentir à terme au niveau des ménages. De même, pour les dommages sur le système de distribution des Produits de Première Nécessité. Le bien-être de la population est tributaire de l'économie qui a besoin d'une autorité politique crédible et des institutions fortes pour protéger les biens et les personnes.

On ne sert pas son pays en restant silencieux et en regardant les autres conduire notre avenir dans l'incertitude. Le Devoir de chaque citoyen est de réagir publiquement et clairement sa position afin d'établir une « vision commune ». Dans la situation actuelle, il est temps de se positionner pour sortir de cette crise. L'objectif est de construire une « Bonne Fois Pour Toute » les fondations durables d'« un projet de société » avec et pour la population qui veut « INVESTIR, TRAVAILLER ET VIVRE » en toute sécurité et sérénité sur cette belle île.

Notre prise de position est une question de civisme, au même titre que d'aller voter. La perplexité des citoyens et des organisations citoyennes fait perdre de l'argent aux entreprises, avec un fort risque de chômage et de compression de personnel, et incite les investisseurs existants et potentiels à partir dans des pays plus favorables. Il n'est plus à démontrer que Madagascar, connu par son taux élevé de vulnérabilité, ne peut supporter une crise nationale qui dure dans l'incertitude.

En une semaine, le peuple a vu et entendu l'état d'esprit des deux protagonistes. Andry Rajoelina a démontré sa détermination vers la démocratie en drainant la population déçue par le pouvoir en place, sans pour autant, présenter clairement son projet de société et sa politique économique et sociale, capable de faire reculer rapidement la pauvreté et l'insécurité. Marc Ravalomanana, chef d'état élu, a montré, une fois de plus, de par ses discours et par ses actes, son comportement autocratique et despotique qui ne mérite pas le titre que le peuple l'a honoré par les urnes.

Madagascar a besoin d'un chef d'état « engagé, compétent et intègre » et d'un gouvernement, non soumis, travaillant pour le bien-être de tous les citoyens. Il faut une conviction commune à partager à nos compatriotes et l'exprimer avec fermeté dans le plus bref délai. Les entreprises Malagasy, de même que les ménages, ne supporteront pas des jours et des semaines d'incertitude.

Chacun de nous a ainsi le devoir de sensibiliser son entourage afin d'influencer les gardiens des institutions démocratiques « juges, parlementaires, forces de l'ordre » pour qu'une « décision ferme », répondant aux attentes des citoyens conscients de l'importance des responsabilités sociétales, soit prise pour le bien du pays et de l'ensemble de la population. La fondation à imposer est la mise en place d'un véritable « Etat de droit » avec une réelle séparation des pouvoirs « législatif, exécutif et judiciaire » exercés par des instances différentes constituant des contre-pouvoirs et s'équilibrant mutuellement. Il est temps d'instaurer une institution d'échanges et de réflexions - le « Conseil Economique et Social » - servant d'un lieu d'expressions du peuple au lieu de toujours faire des grèves générales et saccager les biens d'autrui pour se faire entendre.

Pour conclure, la FI.SE.MA tient à rappeler, une fois de plus, que l'exercice de la démocratie doit se faire dans des conditions de liberté, aussi bien d'opinion que d'expression, de responsabilité et dans le respect de la pluralité et dans l'intérêt commun.

Antananarivo, le 03 FEVRIER 2009

Au nom de la FI.SE.MA.
LE BUREAU NATIONAL

LA SECRETAIRE GENERALE ADJOINTE

LOVASOÀ FETRA HARINORO MALALATIÀNA

LE SECRETAIRE GENERAL

JOSE RANDRIANASOLO



03 Février 2009

Communauté internationale face à la crise - Et si on en parlait ?

Il a fallu plusieurs dizaines de morts et de destructions de biens un peu partout dans l'île pour que la communauté internationale -entendre par là et entre autres, l'Onu, l'Ua et les Usa- sorte enfin de son silence face à la situation dans laquelle le pays s'est enfoncé voici quelques mois déjà.

Et ce, bien même que, la crise actuelle était bel et bien annoncée (voir à ce propos notre édition du 31 janvier dernier, pages 4 et 5). Dans ce cadre, les communiqués se ressemblent et en gros, ils mettent en exergue les principes généraux régissant les démocraties dites modernes. Ainsi, cette communauté internationale préconise l' « *appel au dialogue* » dans le « *respect de l'ordre constitutionnel* » et « *la légalité* », tout en rappelant le principe de l' « *alternance démocratique* » dans la prise de pouvoir. Autrement dit, beaucoup d'eau au moulin du régime actuel.

Néanmoins, sans pour autant demander à ces illustres voix de se mettre dans la peau du Malgache lambda pour mieux comprendre la situation, il ne serait pas superflu de les inviter à se poser quelques questions auxquelles, on serait prêt à parier, certains, sinon beaucoup d'entre eux, auront du mal à apporter des réponses un tant soit peu satisfaisante. Et ce, eu égard justement aux principes sacro-saints suscités auxquels ils se déclarent être attachés.

Patience poussée aux extrêmes limites

Tout d'abord, il leur faut bien se demander pourquoi ce peuple malgache, pourtant réputé pour sa patience -on allait dire à toute épreuve- et surtout sa tendance à toujours vouloir tout régler selon le principe du « *marimaritra iraisana* » ou compromis (une « *fâcheuse* » manie disent certains occidentaux), pourquoi ce peuple en est-il arrivé aujourd'hui à adopter cette attitude radicale et jusqu'au-boutiste, insensible à tous les appels au dialogue ?

Pourquoi justement, c'est cette population cosmopolite tananarivienne, celle-là même à qui, cette même communauté internationale a donné raison en reconnaissant celui qu'elle a mis au pouvoir, et par les mêmes moyens en 2002, c'est cette population de la Capitale qui, aujourd'hui, essaie de déboulonner celui en qui elle avait placé toute sa confiance ?

Cette exaspération, ce sentiment d'avoir été trompé, sinon trahi, n'ont-ils pas une profonde motivation sur laquelle il convient de se pencher sérieusement et d'une manière approfondie, au lieu de brandir un juridisme qui n'a plus sa raison d'être dans la situation d'exception qui prévaut à l'heure actuelle ? Posée autrement, la question est de savoir si la patience et la souplesse, pourtant légendaires, de cette population n'ont-elles pas été poussées jusqu'à leurs extrêmes limites -et même au-delà- pour qu'elle en arrive à cet « *extrémisme* » ?

Un silence complice

Pour en arriver aux « *recommandations* » de la communauté internationale, il faut reconnaître que, du moins auprès de l'un des deux camps en présence, elles jettent plutôt l'incompréhension au lieu d'appeler à l'apaisement et ce, à bien des égards.

Tout d'abord, la foule du 13 mai a du mal à comprendre pourquoi ces appels à la modération n'étaient pas intervenus plus tôt, et à qui de droit, à partir du moment où la situation commençait à s'envenimer, notamment au vu des coups de butoirs répétitifs lancés par les tenants du pouvoir contre, justement, les libertés fondamentales si chères aux démocraties occidentales.

Au-delà du verrouillage des médias publics (Tvm et Rnm), l'interdiction d'émissions, la fermeture de stations radio et télévisions, sont autant d'atteintes graves à la liberté de presse et d'expression, donc à la démocratie, perpétrées par les gouvernants actuels. Bien qu'étant parfaitement au courant de ces faits, bizarrement, cette « *communauté internationale* » est restée jusqu'à récemment, dans un silence, ni plus ni moins, complice, sinon complaisante.

Les dés sont pipés

Cette même foule du 13 mai se demande si, l'« *alternance démocratique* » préconisée par la même « *communauté internationale* » est encore envisageable au vu de la manière dont se sont déroulées les dernières élections où les dés ont été pipés dès le départ, et on sait au profit de qui. D'autant plus que, à ce jour, l'actuel président de la République a encore, selon la Constitution en vigueur, un peu moins de deux mandats devant lui (il est « *rééligible deux fois* »).

En ce qui concerne le « *respect de la légalité* », la réponse des manifestants pro-Tgv est évidemment claire et nette. La remarque aurait dû être faite à Marc Ravalomanana depuis belle lurette car, selon eux, les cas où celui-ci a transgressé la loi sont légion et il est impensable qu'ils n'aient pas été portés à la connaissance des différentes chancelleries. Notamment celle de la France dont les deux derniers ambassadeurs -surtout le dernier- ont quitté la Grande Île dans des conditions plutôt chaotiques pour avoir justement jeté leurs yeux « *indiscrets* » et « *critiques* » sur ces entorses. Et justement, dans ce cas, pourquoi alors ne pas avoir réagi opportunément à travers des interpellations, même « *diplomatiques* » ?

Complaisance ?

Enfin, lorsqu'on insiste sur la nécessité de « *respecter l'ordre constitutionnel* », il faut se demander, à qui cela peut profiter, surtout dans le contexte très tendu actuel. Car il faut savoir que l'écrasante majorité de la population ne se reconnaît plus dans cette Constitution, taillée à la mesure du régime au pouvoir et dont les différents amendements ont été adoptés « *au forceps* ». Par ailleurs et de surcroît, on ne manque pas de faire remarquer que c'est ce même pouvoir qui est le premier à violer cette loi fondamentale, lorsque cela l'arrange. Et le tout donc, jusqu'ici, sous l'œil, apparemment « *complaisant* », de la communauté internationale. Dès lors, on se demande si, au niveau de cette dernière, on est bien au courant de la genèse du problème auquel le peuple malgache est confronté à l'heure actuelle, avant d'émettre un quelconque communiqué résumant sa position sur la situation ?

En d'autres termes, la foule du 13 mai interpelle à son tour la communauté internationale : « *Où étiez-vous lorsque le régime actuel a commencé (et continué) à fouler allègrement au pied les principes que vous nous brandissez à l'heure actuelle* » ? Question à mille dollars et autant d'euros...

Hery Mampionona

Source :

<http://www.laverite.mg/actualites-a-madagascar/airdutemps-reveildedemons.html>

05 FEVRIER 2009

Jusqu'où irez-vous dans cette escalade ?

Tous les avis reconnaissent actuellement qu'un nouvel embrasement de la situation dans le pays lui serait fatal. Déjà, on assiste à une certaine paralysie de la plupart des activités, notamment économiques, pendant que le bras de fer continue entre les protagonistes.



Pas plus tard qu'hier, le maire Andry Rajoelina a nommé et installé officiellement son «remplaçant» pour gérer les affaires de la municipalité, pendant qu'il se préoccupe de la mise en place d'un gouvernement de transition, objet de sa principale revendication soutenue au départ par une audience non négligeable dans plusieurs localités du pays. Alors que le pouvoir vient aussi de nommer la veille un remplaçant du maire pour s'occuper du fonctionnement de la mairie.

Il s'en est fallu de peu pour que les violences ou les affrontements ne ressurgissent à nouveau : les inconditionnels du maire étaient visiblement prêts à tout pour empêcher l'accès de l'équipe nouvellement désignée par le ministère de l'Intérieur, à savoir le président de la délégation spéciale de la commune Guy Rivo Randrianarisoa et ses adjoints, aux locaux de la mairie, que ce soit au bureau du maire à Mahamasina ou au bâtiment de Tsimbazaza. Heureusement que les forces de l'ordre n'ont pas réagi aux provocations de certains esprits surexcités.

Ce qui est toutefois déplorable, en l'état actuel des choses, c'est que personne ne semble en mesure de proposer une solution de sortie de crise pour la population.

Le pays tout entier ne peut attendre plus longtemps le bon vouloir des protagonistes, pour espérer vivre et travailler dans la sécurité et la sérénité.

Est-ce trop demander à Andry Rajoelina et à Marc Ravalomanana, dans la mesure où ils sont considérés comme responsables de la dégénérescence de la situation, des violences et des escalades en tous genres qui ont eu cours récemment dans le pays, de s'entendre une bonne fois pour toutes autour d'une table sur les solutions et mesures à prendre pour sortir de la crise actuelle ?

Apparemment, l'un et l'autre ne renient pas le dialogue, mais chacun donne encore l'impression de camper fermement sur sa position. Toutes les propositions de médiation semblent avoir échoué, car on ne sait plus lequel des deux est le plus «irréductible».

Au nom du patriotisme

Dans ces conditions, faut-il alors laisser la place à un troisième «larron» qui pourrait être l'homme de la situation ?

En attendant, force est d'avancer que les risques d'une nouvelle flambée de violences sont réels.

Il est plus ou moins patent que Andry Rajoelina est bien déterminé à aller jusqu'au bout de ses intentions quoi que celles-ci soient déjà condamnées par toute la communauté des observateurs tant nationaux qu'internationaux. Une «*invasion*» des ministères, dans la mesure où tout porte à le penser, donnerait lieu à une inévitable répression de la part du pouvoir au nom de la légalité qu'il entend faire respecter par tous les moyens.

Mais au fait, pourquoi ne pas en discuter au lieu de s'aventurer dans une voie qui mènerait à «*l'abattoir*» ?

Si cela pouvait contribuer à une issue pacifique de la crise actuelle, Marc Ravalomanana devrait aussi en tenir compte. Rien ne lui en coûte de discuter s'il est réellement à l'écoute des aspirations du peuple dont Andry Rajoelina s'est fait le porte-parole à travers son mouvement actuel, malgré le fait que le goût prononcé de la population pour les grandes grèves semble s'être remarquablement étiolé.

D'ici à samedi où la situation risque donc d'être de nouveau explosive avec l'annonce par le maire de la mise en place d'un gouvernement de transition, les deux parties ont encore largement le temps de s'entendre sur des solutions durables pour une sortie de crise... sans risque d'escalades. Ce que l'un et l'autre doivent comprendre et surtout éviter... au nom du patriotisme dont ils se prévalent tous deux.

Miadana Andriamaro

Source :

<http://www.les-nouvelles.com/default.php?file=article&mode=detail&id=1622>

5 FEBROARY 2009

ISCAM

Eo anatrehan'ny toe-javatra iainan'ny firenena, ny Institut Supérieur de la Communication, des Affaires et du Management, amin'ny maha sehatra fanabeazana sy fifanakalozan-kevitra azy, dia :

Nanasa ireo ankolafin'ny fiarahamonina hiara-hidinika mba hahafahana miara-miatrika ny olana izay diavin'ny firenena ankehitriny.

Ny Alakamisy 5 Febroary 2009 dia nanapa-kevitra ny mpivory hanao izao fanambarana manaraka izao :

FANAMBARANA

Izahay izay manao sonia eto ambany, izay avy amin'ny sehatra samihafa eo amin'ny asa aman-draharaha, avy amin'ny faritra samihafa eto Madagasikara ihany koa ary samy manana ny fijeriny ny raharaham-pirenena izay misy amin'izao fotoana izao, dia nanapa-kevitra hiara-midinika tao amin'ny Espace ISCAM – Ivandry androany faha-5 Febroary 2009 dia manao izao fanambarana izao :

Tsy mankasitraka izahay :

- Ny fifandonan'ny samy Malagasy
- Ny fampisaraham-bazana
- Ny fanapotohana ny toe-karena

mba hitsinjovana ny hoavin'ny taranaka mifandimby.

Aoka ampanjakantsika ny fihavanana Malagasy mba hisian'ny fiaraha-monina tsy misy raorao.

COMMUNE URBAINE DE TANA

Le nouveau PDS à pied d'œuvre

La réhabilitation des infrastructures détruites figure parmi les priorités du nouveau PDS. Hier, il a commencé une reconnaissance sur le terrain.

Le nouveau président de la Délégation spéciale (PDS) de la commune urbaine d'Antananarivo, Guy Rivo Randrianarisoa, a fait son apparition publique le lendemain de sa prise de fonction. Hier, il s'est rendu à Anteteanafovoany pour constater l'état de la passerelle touchée par les actes de vandalisme la semaine dernière. La descente du PDS sur le terrain a été suivie d'une rencontre avec le général Faly Rabetrano, dirigeant de l'Etat-major mixte opérationnel au niveau de la région (EMMO/Rég) d'Analamanga.

Accompagné de ses deux adjoints, Edouard Razafimanantena et Patrick Razakamananifidy, ainsi que du président de l'association des 192 fokontany (FIFAR) de la capitale, Bernard Joseph, Guy Rivo Randrianarisoa a annoncé, à Anteteanafovoany, que les infrastructures détruites dont, entre autres la passerelle visitée, feront l'objet d'une réhabilitation immédiate. « Il appartient à la commune de les reconstruire », a-t-il déclaré. Il compte sur le soutien des partenaires financiers avec lesquels il avait déjà collaboré en tant que secrétaire général de la CUA à l'époque de Patrick Ramiamanana et de Hery Rafalimanana.

Mission de développement

Le PDS a exprimé à cette occasion que les employés de la CUA sont derrière lui dans cette mission de développement de la ville d'Antananarivo. « Ils reprendront leur service à partir de demain. Cela fait déjà dix jours qu'aucune déclaration ni de naissance ni de décès n'a été faite à la mairie », a-t-il soutenu pour justifier sa prise de responsabilité.

A l'issue de sa rencontre avec le général Faly Rabetrano à Ankadilalana, Guy Rivo Randrianarisoa a avancé à la presse que sa visite au responsable de la sécurité est tout à fait normale, concernant le maintien de l'ordre à Antananarivo. De son côté, l'officier général de la gendarmerie nationale n'a pas voulu politiquement se positionner. Il rappelle seulement que les forces de l'ordre se chargent de la protection des personnes et de leurs biens.

Fano Rakotondrazaka, Date : 05-02-2009

Source :

<http://www.lexpressmada.com/display.php?p=display&id=24289>

JEUDI 5 FEVRIER 2009

Le gouvernement a mis à la tête de la Cua un PDS pour la continuité

Le lendemain, le maire déchu a donné son écharpe de maire à son adjoint. Mais qu'est-ce qu'il veut celui là ? être chef du gouvernement, maire ou président de la république à 35 ans ?

Publié par Malagasy

Après les agitations de la dernière semaine

Après les agitations de la dernière semaine, l'agence Standard & Poor a déclassé Madagascar de B stable à B- (B négatif) concernant la notation du risque pays.

Publié par Malagasy aho

Chantages, corruption, désinformations, boucliers humains... tout l'arsenal du terrorisme déployé par TGV

« Aoka tsy hivaoka ny trano ireo vahiny rahampitso (04/02/2009) fa tsy fantatra mihitsy izay zavatra hiseho noho ny fahatezeram-bahoaka ». Izany no teny navoakan'i Andriamatoa Rajoelina tao anatin'ny kabary nataony ny alin'ny 03 febroary 2009, ho setrin'ny tsy fahafaliany noho ny fanendrena PDS ao amin'ny Kaominina Antananarivo Renivohitra.

Izany ve midika fa tsy afaka hifehy ireo olona antsoiny hivory izy (andininy 10 ny lalampanorenana), ka atahorana indray ny fihoaram-pefy? Marihina anefa fa ny Mpitandro ny filaminana (EMMO/NAT) dia nanome toky ny fahavononan'izireo handray ny andraikiny ho fitsimbinana ny filaminam-bahoaka sy ho fiarovana ny aim-bahoaka sy ireo fananany (communiqué du 01/02/2009). Ny Minisitry ny Fiarovana koa dia mbola nanamafy izany tamin'ny kabary nataony tany Antsiranana sy Taolagnaro (TVM, vaovao, 03/02/2009). Tsy nisy koa tao anatin'ny fanambarana fanavahana na ho an'ny vahiny na malagasy. Voamarika izany fandraisan'andraikitra izany nanomboka ny alatsinainy lasa teo sy mandrakandroany.

Publié par Malagasy aho

Source : <http://malagasyaho.blogspot.com/>

Tanan-kavia sy havanana



Ao anatin'ny fanarenana ny fahavoazan'ny mponina tao aorian'ny savorovoro sy ny fandalovan'ny rivo-doza teto amin'ny firenena ny fitondram-panjakana amin'izao fotoana izao.

Ny Ministeran'ny Fanabeazam-pirenena, araka ny andraikitra tandrify azy, ny ezaka efa nataony ary ny fampanantenana nomeny dia tsy hikely soroka amin'ny fanatsarana hatrany ny kalitaon'ny fampianarana mba hahafahan'ny zanantsika hanorina tsara ny hoaviny ary andray anjara feno amin'ny fampandrosoana ny firenena.

Fantatra ny fahasahiranana ny ray aman-dreny eo anatrehan'ny fisondrotry ny vidin'entana na ny fanjavonany tampoka teny amin'ny tsena tao aorian'ireny zava-nisy nitranga teto amin'ny firenena ireny. Mba hanamaivanana izany fahasahiranana izany, sy ho fitsinjovana indrindra ireo tokan-trano simba fivelomana tsy fidiny, ary indrindra indrindra mba hahafahan'ny zanantsika hifantoka tsara amin'ny fianarany, dia hanome tohana ara-tsakafo azy ireo ny Ministera, amin'ny alalan'ny famatsiana vary ny cantines scolaires any amin'ny sekoly fanabeazana fototra.

Atao miandalana araka ny hamehana ny fanohanana ka natomboka ny 05 febroary 2009 teto amin'ny fari-piadidiam-pampianaran'Antananarivo Renivohitra sy ny foibe-paritry ny fanabeazam-pirenena Analajirofo. Efa an-dalana ny faritra hafa.

Mba hanafainganana ny fizarana ny vary amin'ireo EPP dimy ambin'ny folo misy eto an-drenivohitra dia nizara ho ekipa dimy ireo Tale Jeneraly sy Talen'ny Ministera niaraka tamin'ny DREN sy ny Chef Cisco-n' Antananarivo Renivohitra.

Hitohy isan-kerinandro izao fizarana vary famatsiana ny cantine scolaire izany ka vary 9 tonne isan-kerinandro no hizaraina eto Antananarivo Renivohitra.

Ireo toerana hafa nisedra fahasahiranana dia hahazo fanohanana ihany koa toy izay efa natao tany Menabe.

Publié par Malagasy aho

Les autorités gouvernementales apportent leur soutien à la population victime des dégâts cycloniques et des agitations sociales

Le Ministère de l'Education Nationale, de par la mission qui lui est confiée, les efforts déployés jusqu'ici et les promesses exprimées, concentre ses efforts pour améliorer sans cesse la qualité de l'enseignement pour assurer le futur de nos enfants et leur permettre de participer pleinement au développement de la nation.

Les derniers évènements qui viennent de secouer le pays ont entraîné une hausse des prix, voire, la raréfaction des produits de première nécessité. Aussi, pour venir en aide aux parents de nos jeunes élèves, et pour participer au retour de la sérénité dans leur quotidien, le MEN va procéder à une distribution de vivres pour les cantines scolaires de l'Education Fondamentale.

Ces activités de distribution ont commencé ce jeudi 05 février dans les CISCO d'Antananarivo et le DREN d'Analanjirifo ; elles se poursuivront de façon continue et par ordre d'urgence dans les autres régions.

Les Directeurs Généraux, les Directeurs, accompagnés des DREN et du Chef CISCO, se sont répartis en cinq groupes pour assurer de façon urgente la distribution du riz dans les 15 EPP de la capitale.

Le ravitaillement en riz des cantines scolaires sera assuré chaque semaine, à raison de 9 tonnes de riz à distribuer pour la ville d'Antananarivo.

Le MEN se propose également d'apporter son aide et son soutien aux autres régions également éprouvées comme ce fut le cas du Menabe.

Publié par Malagasy aho

Source : <http://malagasyaho.blogspot.com/>

TOLAGNARO **Manifestation du Collectif pour la** **démocratie**

Les leaders de l'opposition de Tolagnaro ont manifesté devant l'Hôtel de ville rebaptisé Place de la Démocratie, dimanche dernier. Nommés Collectif pour la démocratie, ces manifestants sont les partisans d'Andry Rajoelina. Ce collectif est composé de presque tous les membres de l'opposition originaires de Tolagnaro : des politiciens, des opérateurs économiques, des ex-sénateurs et députés, à savoir Cyrille Reboza, le député Jean Michel, Didier Nangtchee et des personnalités politiques de l'Anosy.

Chaque personnalité a prononcé un discours, mais le thème est le même. Pour le cas de Tolagnaro, les partisans d'Andry Rajoelina font appel à l'établissement de la « vraie démocratie » et à ne pas se cacher derrière une fausse image qui ne fait qu'appauvrir le pays.

Rado Andrianantoandro, Date : 05-02-2009

Source :

<http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&i d=24290>

JEUDI 5 FEVRIER 2009

Conférence de presse, Mahazaorivo, 05/02/09



Rentré au pays ce matin, après avoir assisté à la 12ème session ordinaire de l'Union Africaine à Addis-Abeba, le Premier ministre Charles Rabemananjara, en présence de tous les membres du gouvernement a tenu une conférence de presse à Mahazaorivo.

A l'issue de ce cette session ordinaire, l'UA a confirmé son soutien pour la tenue du 13ème Sommet de l'UA à Antananarivo au mois de juillet prochain et condamne tout changement anti-constitutionnel.

Aussi, le Premier ministre, Chef du gouvernement a rappelé que toute prise de pouvoir doit passer par une élection démocratique et dans le respect de la Constitution.

L'amélioration des infrastructures dans les pays africains et la mise en place d'une Autorité africaine ont été également parmi les sujets discutés lors de cette session et le thème du 13ème Sommet de l'UA y a été validé : « investir dans l'agriculture pour la croissance économique et la sécurité alimentaire ».

En marge de la Conférence, la délégation malgache, conduite par le Premier ministre a rencontré plusieurs responsables hauts niveaux de plusieurs pays africains, des Nations Unies, de l'OIF, de la SADC ainsi que des Chefs de commission de l'UA.

Face à la crise politique actuelle, le Premier ministre compte sur la sagesse malagasy et l'importance du dialogue pour préserver l'intérêt supérieur de la Nation. Il a également fait appel à tout un chacun à travailler ensemble pour la réussite de la tenue du Sommet de l'UA à Antananarivo au mois de juillet

Publié par Malagasy aho

Valandresaka ho an'ny mpanao gazety nataon'ny Praiminisitra Charles Rabemananjara (05/02/09)



Tafaverina an-tanindrazana androany maraina ny delegasiôna notarihin'ny Praiminisitra Charles Rabemananjara, iraky ny Filoham-pirenena Marc Ravalomanana, avy nanatrika ny fihaonana an-tampony faha-12n'ny vondrona afrikanina tany Addis Abeba (Ethiopie).

Nanao valandresaka ho an'ny mpanao gazety avy hatrany, teny Mahazoarivo, ny Praiminisitra androany maraina nanazava momba ny iraka nataon'ny delegasiôna malagasy.

Nambaran'ny lehiben'ny Governemanta àry fa nohamafisina nandritra ity fivoriana tany Addis Abeba ity fa i Madagasikara no hampiantrano ny fihaonana an-tampony andiany faha-13n'ny Vondrona Afrikanina, ny 01-02-03 jolay ho avy izao.

Efa voafaritra rahateo ny lohahevitra hodinihina mandritra io fihaonana eto Madagasikara io : « Investir dans l'agriculture pour la croissance économique et la sécurité alimentaire ».

Nanterin'ny Praiminisitra tamin'izao valandresaka izao fa tsy misy fikambanana iraisam-pirenena, na iza na iza, mankato ny fakana fahefana ivelan'ny fifidianana.

Nambarany ihany koa fa ny pôlitika dia misy foana, fa ny firenena tsy maintsy mandroso.

Koa nisy ny antso avo nataon'ny Praiminisitra « ny amin'ny hijerena ny tombontsoa ambonin'ny firenena satria ny fitiavantandrazana no lehibe indrindra. Aleo hoy ny Praiminisitra mifanome tânana amin'ny fanatontosana io fihaonana an-tampony faha-13 io, satria voninahitr'i Madagasikara izany, ary vonona hanampy antsika ny firenena rehetra ao amin'ny Vondrona afrikanina.

Mikasika ny toe-draharaha pôlitika eto amintsika, amin'izao fotoana izao, dia nambaran'ny lehiben'ny Governemanta fa ao anatin'ny filaminana sy fifandeperana no ahafahana miresaka hahitana vahaolana amin'izany.

Nohamafisin'ny Praiminisitra teo am-pamaranana ity valandresaka ity, ny fitaomana ny malagasy hifanome tânana sy hiara-hiasa ary hifanampy amin'ny fanatontosana ity fihaonana an-tampony faha-13n'ny vondrona afrikanina ity.

Nanotrona ny Praiminisitra tamin' izao valandresaka ho an'ny mpanao gazety teny mahazoarivo izao ny mpikambana ao amin'ny Governemanta.

Publié par Malagasy aho

Source : <http://malagasyaho.blogspot.com/>

JEUDI 5 FEVRIER 2009

Discours de Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Addis-Abeba, février 2009

En 2006, le Président de la République de Madagascar, Son Excellence, Monsieur Marc RAVALOMANANA, a été réélu démocratiquement, avec un soutien populaire massif.

L'élection Présidentielle a été suivie en 2006 et 2007, par d'autres élections prévues par la Constitution, entre autres, législatives et Communales, dans tout le territoire de Madagascar. Ces élections se sont déroulées, avec la participation d'Observateurs nationaux et internationaux, entre autres la SADC, l'Union Africaine, l'Union Européenne et l'EISA (Élection Institute of South Africa) et ont été caractérisées particulièrement par le respect de la régularité et de la transparence des opérations de votes.

Depuis son accession au pouvoir, SE Monsieur Marc RAVALOMANANA, a déployé tous les efforts nécessaires pour ouvrir l'économie tout en assurant un environnement favorable à la démocratie et aux investissements. Dans cette optique, en 2006, il a libéralisé 85% du commerce, dans le contexte du Protocole de Commerce du SADC. La même année, il a créé EDBM pour promouvoir et améliorer le climat d'investissements. Tout cela a porté ses fruits, à travers des investissements privés d'une valeur de plus 4 milliards de dollars dans les secteurs miniers, manufacturiers et des services.

Les chiffres de ces dernières années sont éloquentes à plus d'un égard:

- Un taux de croissance passant de 4,6% en 2005 à 6,2% en 2007 ;
- Un accroissement des investissements privés estimés à 12,5 % du PIB en 2005 et augmentant à 28,3 % du PIB en 2007 ;
- Un taux d'inflation diminuant de 11,5 % en 2005 à 10,2 % en 2007 ;
- Un indice de perception de la corruption passant de 1,7 en 2002 à 3,2 en 2007, signifiant ainsi un environnement économique global plus favorable ;
- Une baisse constante du taux de pauvreté de 69,6% en 2001 à 66,3 % en 2007.

Dans le domaine de la communication, le Gouvernement de MADAGASCAR a mis en place un environnement favorable à la liberté de presse et de communication. D'où la présence de plusieurs chaînes de radio et télévision privées qui sont libres de diffuser toutes les informations dans la limite de la légalité et des réglementations en vigueur.

Monsieur Andry RAJOELINA, Maire d'Antananarivo, par des meetings successifs depuis le 17 janvier 2009, a incité ses partisans à effectuer un vaste mouvement de désobéissance civile. Les manifestations menées émanent de groupes et de politiciens qui n'ont pas participé de leur propre gré aux diverses élections.

Devant cet acte de déstabilisation, la population d'Antananarivo a voulu témoigner de son attachement à l'ordre constitutionnel en accueillant massivement le Président de la République à son retour d'Afrique du Sud le 25 janvier 2009. Le cortège présidentiel a mis près de quatre heures pour boucler le trajet de l'aéroport d'Ivato jusqu'à son domicile, soit 15 kilomètres.

Le lundi 26 janvier 2009, le maire d'Antananarivo a organisé son meeting quotidien sur la place du 13 mai. Le défilé qui s'ensuivit a dégénéré en actes de pillage visant plusieurs sites : la télévision et la radio nationales, la station de télévision privée MBS, ainsi que plusieurs centres commerciaux. Cette situation a eu pour effet, l'absence de communication conduisant à une propagation rapide et forte des rumeurs dans l'ensemble du territoire national et sur la scène internationale. Les efforts entrepris par le Gouvernement ont permis de rétablir le fonctionnement des chaînes publiques et privées y compris celle du Maire d'Antananarivo.

Les actes de vandalisme et de pillage se sont poursuivis la matinée du 27 janvier 2009. Les victimes, au nombre de près d'une centaine, ont péri non pas du fait des actions des forces de l'ordre, mais surtout suite aux bousculades ou incendies des magasins lors du pillage. En effet, pour éviter un bain de sang et de porter atteinte à l'intégrité physique des personnes innocentes, les forces de l'ordre se sont abstenues de recourir aux armes. Les dégâts causés par ces manifestations sont estimés à plusieurs millions de dollars et les principales victimes sont les investisseurs nationaux et étrangers. Des milliers de famille ont perdu leurs emplois.

Toutefois, les responsables de l'Etat-Major Mixte Opérationnel (EMMO comprenant la police, l'armée et la gendarmerie) ont déclaré qu'ils vont désormais sévir contre les pilleurs. D'ailleurs, plusieurs suspects ont déjà été appréhendés. La situation sur le terrain fut alors maîtrisée le 28 janvier 2009. Le Gouvernement malgache a annoncé dès le 28 janvier 2009 sa volonté d'entamer les dialogues pour dénouer la crise. Les personnes de bonne volonté dénoncent toute action qui pourrait conduire le pays au chaos, notamment l'atteinte à l'Etat de Droit et à la légalité républicaine.

La Communauté internationale, ainsi que la Conférence Œcuménique des Eglises Chrétiennes de MADAGASCAR ont agi activement pour amener les deux parties à la table des négociations. Les associations de la société civile, de leur côté, ont lancé des appels au calme pour préserver l'économie encore fragile de MADAGASCAR. Les appels incessants à la rébellion et au soulèvement populaires ont dévié à l'incivisme portant atteinte à l'ordre établi, aux valeurs profondes de la culture malgache, et aux efforts engagés par le Gouvernement pour le développement de la Nation.

Pour rappel, le mouvement est né suite à la fermeture de la chaîne de télévision appartenant au maire qui avait diffusé une interview jugée porter atteinte à la sûreté nationale, incitant à la haine, à la violence et à la désobéissance civile. Après la réouverture de ladite chaîne, les revendications ont évolué et deviennent politiques exigeant la démission du Gouvernement et le départ du Chef de l'Etat.

De fait, les résultats positifs obtenus depuis quelques années risquent d'être compromis et réduits à néant. Alors même que la Communauté Internationale, notamment les bailleurs de fonds et les partenaires étrangers se sont engagés à travers un soutien sans faille au Gouvernement en place, en vue de relancer l'économie nationale dont les potentialités ne sont plus à démontrer. De surcroît, les stratégies mises en œuvre, comme l'illustre le

Madagascar Action Plan, ont obtenu leur bénédiction, confortant une symbiose des actions au profit de la Nation qui se dirige vers un avenir fort prometteur.

Lors du meeting tenu le 31 janvier 2009 sur la place du 13 mai, Monsieur Andry RAJOELINA s'est autoproclamé Chef suprême de la Nation, foulant au pied les dispositions pertinentes de la Constitution, et sur lequel la Haute Constitutionnelle et le Ministère de la Justice statueront. Il est à souligner que contrairement aux différentes rumeurs qui circulent, SEM Marc RAVALOMANANA reste toujours le Président de la République de MADAGASCAR et dirige les Conseils de Ministres ;

Tous les services publics, les établissements scolaires et les institutions bancaires ont fonctionné normalement malgré l'appel à une ville morte fait par le Maire. En effet, le Gouvernement a toujours eu le contrôle de la situation qui est actuellement calme. La sécurité règne dans l'ensemble du territoire de MADAGASCAR. Pour les établissements qui ont été victimes de pillages, le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour aider les salariés les plus vulnérables à travers des subventions.

Il est à noter que toutes les infrastructures d'accueil (le centre de conférence internationale, les villas présidentielles, les hôtels de luxe, etc.) du 13ème Sommet de l'Union Africaine sont intactes et seront prêtes à temps. Ainsi, MADAGASCAR réaffirme son engagement à accueillir ce 13ème Sommet de l'Union Africaine au mois de juillet 2009. Aussi invitons-nous la Commission à effectuer la deuxième mission d'évaluation suivant le calendrier prévu.

Pour terminer, notre requête consiste à demander à l'Union Africaine de condamner fermement et sans réserve, cet acte perpétré par le Maire d'Antananarivo et ses partisans, qui est anticonstitutionnel et contre les principes sacro-saints de l'acte constitutif de l'Union Africaine.

Enfin, la population malgache sera heureuse de vous accueillir tous à Antananarivo au mois de juillet prochain.

Publié par Malagasy aho

Source : <http://malagasyaho.blogspot.com/>

05 FEVRIER 2009

FARAFANGANA

La peur règne dans la ville

Farafangana ville morte. C'est ainsi qu'on peut qualifier l'ambiance dans le chef lieu de la région Atsimo Atsinana, mercredi. Après l'incident survenu à l'aérodrome qui s'est soldé par l'incendie d'un bimoteur appartenant à une société d'aviation civile, mardi, la ville de Farafangana était en ébullition. Hier, toutes les boutiques avaient baissé leur rideau de fer. Bureaux et écoles étaient fermés par peur des représailles. Très peu de gens circulaient dans les rues. La sécurité commence à être rétablie grâce à la solidarité de la population.

Jusqu'ici, l'incendie de l'avion qui transportait le ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie Ivohasina Razafimahefa, lundi, n'est pas encore élucidé. Ce dernier, réfugié dans le village de Lohagisa, au sud de Farafangana, a pu regagner Antananarivo par hélicoptère, hier vers 10 heures.

« Tout le monde est aux aguets. Les gens portent des armes blanches. On tend vers une situation chaotique », déclare un jeune du quartier de Tanambao à Farafangana. « On a du mal à distinguer qui est qui et qui est pour qui. Toutes les forces vives se sont mobilisées pour veiller à la sécurité dans leur quartier respectif, de jour comme de nuit », ajoute-t-il. Il raconte que des barrages sont érigés partout en ville pour « contrôler la circulation ».

« Farafangana ressemblait à une ville sans état. Les représentants de l'autorité ont pris la fuite aussitôt après l'alerte », raconte Rufin Nivo, maire de la commune urbaine de Farafangana.

Les pillards ont profité de la situation pour commettre leurs forfaits. « Ils ont tenté de s'attaquer au dépositaire de la société Tiko appartenant au chef de l'état, mais les fokonolona les en ont empêchés pour éviter que cela ne fasse tache d'huile relate notre source.

Stephane Solofonandrasana, Date : 05-02-2009

Source :

<http://www.lexpressmada.com/display.php?p=display&id=24295>

Radio France Internationale

Article publié le 06/02/2009 Dernière mise à jour le 06/02/2009 à 07:46 TU

Les avertissements du FMI et de la communauté internationale

Alors que la Grande Île attend avec un peu d'inquiétude le rassemblement annoncé pour ce samedi par le maire déchu Andry Rajoelina, les bailleurs de fond ont bloqué 35 millions de dollars d'aide en décembre, reprochant au président Ravalomanana de confondre les caisses de l'Etat avec celles de son entreprise. C'est une information RFI.



Un entrepôt d'alimentation Tiko appartenant au président malgache Marc Ravalomanana brûle à Antananarivo, le 26 janvier 2009.

(Photo : AFP)

La communauté internationale a à plusieurs reprises rappelé l'ex-maire frondeur Andry Rajoelina au respect de la Constitution, mais elle n'exonère pas pour autant Marc Ravalomanana, qui pourrait bien avoir perdu son statut de « chouchou » auprès des bailleurs de fond : ces derniers, c'est une information RFI, ont en effet gelé une aide de trente cinq millions de dollars à la fin du mois de décembre. Il faut rappeler que Marc Ravalomanana cumule les casquettes de chef d'Etat et d'entrepreneur, il dirige un important groupe dans l'agroalimentaire, le groupe Tiko, une situation intenable pour les bailleurs qui lui reprochent de ne plus distinguer les caisses de son groupe et celles de l'Etat.

Le FMI et la Banque mondiale sont même à deux doigts de reprocher à Marc Ravalomanana d'être devenu un « attrape-fonds ». Depuis plusieurs années déjà, les bailleurs poussaient le président malgache à ne plus gérer directement tout du moins son puissant groupe agro alimentaire Tiko, pour éviter tout risque de conflit d'intérêts.

Mais l'achat d'un Boeing 737 d'un montant de soixante millions de dollars en décembre a fait déborder le vase. Selon nos sources, la Banque mondiale et le FMI ont adressé au président une lettre, demandant des explications sur le financement de l'achat du Boeing, mais aussi sur une loi exonérant l'huile végétale de la TVA et de taxes à l'importation, une loi qui faisait les affaires de Tiko, le groupe du président.

Devant l'absence de réponse satisfaisante, la Banque mondiale, le FMI et l'Union européenne ont conjointement décidé de suspendre le versement d'aides d'un montant total de 35 millions de dollars. Un chèque de la Banque mondiale de 80 millions de dollars, prévu pour avril, pourrait aussi ne pas être signé.

Si la communauté internationale a condamné l'approche insurrectionnelle du rival du président, l'ex-maire de la capitale Andry Rajoelina, le retour au statu quo ante est inacceptable. Elle souhaite donc que Marc Ravalomanana prenne la mesure du malaise qui a gagné le pays, et qu'il agisse pour assainir la gestion des finances publiques.

Commentaire : Niels Marquart, ambassadeur des Etats-Unis à Madagascar

« Le moment est propice pour écouter ce que dit la population... Il faut réagir avec une meilleure gouvernance... Le choix des magasins brûlés était un message assez fort, il ne faut pas mélanger affaires privées et affaires d'Etat »

Source: http://www.rfi.fr/actufr/articles/110/article_78082.asp

06 FEVRIER 2009

APPEL AU REDRESSEMENT DE LA NATION

Depuis presque un mois, la nation traverse une profonde crise politique qui a pour conséquence:

- La perte en vie humaine,
- La destruction de biens publics et privés
- La régression de l'économie
- La perte d'emploi
- Le sentiment d'insécurité des parents et des jeunes quant à leurs études.

Et qui instaure des craintes et des appréhensions profondes au niveau de la population concernant l'avenir de Madagascar.

De ce fait, nous estimons qu'il est de notre devoir de faire appel à Monsieur Marc RAVALOMANANA et Monsieur Andry RAJOELINA afin de rechercher la solution efficace et pérenne à cette crise.

- Solution Malgacho-Malagasy basée sur le respect de Dieu et du "FIHAVANANA" ;
- Solution respectant les valeurs démocratiques ;
- Solution issue de la contribution des différents acteurs représentatifs des Régions de Madagascar.

Son Excellence Marc RAVALOMANANA, Président de la République,

Le peuple vous a élu et a mis en vous toute sa confiance pour garantir l'harmonie, la paix et l'unité nationale. Telle est la mission que la Constitution vous a conféré. Ainsi, nous estimons qu'il vous revient de défendre l'intérêt supérieur de la nation et de rechercher tous les moyens pour restaurer la sérénité tenant compte des aspirations profondes de la population.

Monsieur Andry RAJOELINA, leader de ce mouvement populaire,

Une majeure partie non négligeable de la population vous soutient et a mis en vous tout leur espoir. A ce titre, vous êtes leur porte parole dans sa recherche d'une vie meilleure. Ainsi il vous incombe la lourde responsabilité de rechercher toutes les voies possibles susceptibles de satisfaire son aspiration. Cependant la résolution de ce conflit ne pourra se faire que dans le respect de l'ordre, la sérénité et la solidarité nationale.

Aussi, c'est en toute humilité que nous vous avançons la présente proposition comme base d'une éventuelle négociation.

Plusieurs entités composées des sages, des notables et responsables issus des quatre coins de l'Ile ont contribué à son élaboration. Nous vous lançons donc un appel solennel de bien vouloir la pendre en considération afin de trouver une solution négociée à la crise actuelle.

Nous sommes persuadés de votre patriotisme et de votre volonté mutuelle à développer notre chère patrie. Nous croyons en votre foi en Dieu et en votre attachement aux valeurs Malagasy de "FIHAVANANA" et de solidarité.

Ces différentes entités sont prêtes à vous épauler, comme elles l'ont déjà initié, dans la mise en œuvre de cette proposition.

Pour le succès de cette entreprise, nous vous invitons (les deux parties) à arrêter tout acte de provocation et/ou d'intimidation qui pourrait être source de haine entre Malagasy.

L'avenir de la nation est entre vos mains, les compatriotes espèrent de tout cœur le succès de cette négociation d'autant plus que le monde entier nous observe.

Veillez agréer, Messieurs, l'expression de nos respects et de nos remerciements anticipés

Antananarivo, le 06 février 2009

Le porte parole

Benjamin Andriamparany RADAVIDSON

6 FEVRIER 2009

L'ambassadeur des Etats-Unis appelle à une meilleure gouvernance



La communauté internationale qui a à plusieurs reprises condamné le mouvement insurrectionnel du rival du président, l'ex-maire de la capitale Andry Rajoelina, prévient néanmoins qu'un retour au statu quo sera inacceptable et que cette crise doit servir de sérieux avertissement.

Interrogé jeudi soir sur la crise qui touche la Grande Ile, l'ambassadeur des Etats-Unis, Niels Marquardt, estime que « c'est le moment pour les uns et pour les autres de faire l'analyse de la situation et réagir avec une meilleure gouvernance. »

« C'est un moment propice pour faire une réelle réévaluation » de la situation et « voir ce qu'on n'a pas perçu, ce qu'on pourrait faire mieux », a déclaré l'ambassadeur. « Le moment est propice pour bien écouter ce que dit la population malgache. Ils expriment très clairement leur mécontentement dans plusieurs sens », a-t-il expliqué. « Le choix des magasins qui ont été brûlés était un message assez fort dans cette affaire. Il ne faut pas trop mélanger les affaires privées et les affaires d'Etat », a-t-il ajouté. « On voit bien qu'il y a beaucoup d'entreprises qui dépendent du président dans le pays et là c'est plus difficile d'assurer la libre concurrence dans ces conditions », a encore dit M. Marquardt.

Depuis plus de dix jours, Andry Rajoelina, 34 ans, pilote les manifestations anti-gouvernementales qui ont réuni des milliers de personnes et en marge desquelles se sont multipliés pillages, émeutes et incendies criminels causant la mort de plus de 68 personnes en 4 jours. Il avait menacé mardi de former ce samedi un gouvernement intérimaire si Marc Ravalomanana refusait de quitter le pouvoir, avant d'être démis de ses fonctions de maire par le président

Source :

<http://www.topmada.com/2009/02/la-communaute-internationale-condamne-l%e2%80%99insurrection-et-appelle-a-une-meilleure-gouvernance/>

Bruxelles, le 6 février 2009
6202/09 (Presse 36)
P 018/09

Déclaration de la Présidence au nom de l'Union européenne sur Madagascar

L'Union européenne exprime sa vive préoccupation face aux troubles, aux pertes en vies humaines et aux destructions survenus à Madagascar et exprime sa sympathie au peuple malgache qui fait face à des conditions difficiles.

Elle encourage toutes les parties au dialogue et à faire preuve de retenue.

L'UE réaffirme son attachement au respect des droits de l'Homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit, qui constituent les éléments essentiels de l'accord de Cotonou qui lie tous les pays ACP et l'UE.

Elle invite les autorités, les forces politiques et la société civile malgaches à surmonter cette crise par le dialogue dans le respect de la légalité et des règles constitutionnelles, et à poursuivre les réformes nécessaires pour répondre aux attentes fortes qui s'expriment pour plus de justice sociale et de démocratie et pour une bonne gestion des affaires publiques.

P R E S S E

Rue de la Loi, 175 B – 1048 BRUXELLES Tél. : +32 (0) 22816319 Fax : +32 (0)
22818026

press.office@consilium.europa.eu <http://www.consilium.europa.eu/Newsroom>



FIL INFO 07 FEV 2009

- 21H54 : Médecins du monde va envoyer deux kits médico chirurgie équivalent à 300 blessés
21H30 : Attaque contre Cap 3000 andraharo maîtrisée par les forces de l'ordre.
20H30 : Le "buffet du jardin" antaninarenina a été pillé
18H28 : Appel a dons de sang pour l'hopital HJRA
18H16 : échanges de tirs entendus a Antaninandro
17H52 : Hotel Colbert dément les infos de vandalisation de l'hotel.
17H51: L'hotel du louvre dément les infos de radio Viva du maire sur la présence de mercenaires et prise d'otages. Il n'y a pas non plus de militaires sur le toit de l'hotel du louvre
17H50 : Après le président, c'est le premier ministre qui est intervenu pour un appel au calme.
17H49 : Appel à tous les paramédicaux et aux étudiants 7ème et 8ème année de rejoindre la HJRA
17H43 : Des mercenaires seraient retranchés dans l'hotel du louvre et retiendraient un otage (source Radio Viva. Info démentie par l'Hotel du Louvre)
17H40 : Ravalomanana demande aux forces de l'ordre de rétablir le calme. Déclare être triste pour les morts. Il Demande la collaboration du peuple.
17H35 : Ravalomanana passe sur TVM
17H08 : Un camion militaire brule sur l'avenue de l'indépendance
17H00 : Benjamin Andriamparany Radavidson demande sur Radio Antsiva au parlement de destituer Marc Ravalomanana
16H57 : Toujours des rafales de tirs entendus a Antaninarenina. Pas d'infos sur qui sont les auteurs et les cibles de ces tirs
16H55 : Selon des témoignages, une explosion de mines a Antaninarenina est ce qui a fait le plus de victimes (matv)
16H30 : Des gendarmes blessés par balle arrivent à l'hopital HJRA.
16H28 : Selon nos journalistes sur place, plus de 40 morts par balle .
15H55 : Selon radio Antsiva, les forces de l'ordre qui étaient dans le palais sont sorties et seraient les auteurs de coups de feu actuels (radio antsiva)
15H50 : coups de feu a Antaninarenina
15H48: Selon les journalistes regroupés à xxxx, il y aurait 31 morts dont un cameraman de la RTA. Bilan provisoire à confirmer
15H47 : Selon RFI, les tirs venaient de l'intérieur du palais
15H40 : Il y a des victimes, mais pas encore de bilans officiels.
15H15 : Situation toujours tendue
15H13 : Andry Rajoelina demande sur sa radio a l'Emonat de prendre des dispositions
15H12 : Sur sa radio, Andry TGV dit que c'est la garde présidentielle qui a tiré. Information non confirmée.
15H10 : Impossible de savoir quels sont les militaires qui ont tiré car trop de témoignages contradictoires.
15H00 : Les secours pompiers et ambulances convergent vers Antaninarenina
14H50 : Les tirs proviendraient des militaires a l'exterieur du palais (en Attente de confirmation)

14H48 : Les militaires continuent de tirer.

14H47 : Des corps par terre. Des blessés. des cris.

14H46 : Les militaires ont tiré sur la foule !

14H44 : Le général Dolin est resorti. la foule se dirige vers le palais.

14H38 : Andry TGV attend au niveau du trésor, les militaires sont toujours là aussi.

14H35 : La délégation conduite par le Général Dolin est dans le palais présidentiel.

Interdiction faite aux journalistes d'entrer.

14H31 : La foule marche sur le palais sans contrainte Général Dollin, des députés, TGV, Monja en tête de cortège.

14H30 : Les forces de l'ordre rebroussement chemin .

14H20 : Le président n'est pas dans le palais

14H12 : Les forces de l'ordre ont dit " qu'ils ont toute liberté de tirer" car les manifestants sont en zone rouge

14H02 : Hiram-pivahana en dehors du Palais...Général Dolin en négociation avec les militaires

13H58 : TGV et Monja sont devant Ambotsirohitra

13H56 : Déploiement des forces armées de Mahazoarivo (palais 1er ministre) sur Antaninarenina

13H55 : Consignes ont été données à la foule de rester calme et de suivre les directives.

13H53 : Discussion avec l'EMONAT sur place.

13H52 : la garde présidentielle se trouve a l'intérieur du palais

13H45 : TGV et Monja, passent en voiture devant la BNI Analakely direction Ambotsirohitra

13H44 : Personne ne sait si Marc Ravalomanana est au palais ou non

13H43 : Les Forces de l'ordre devant le palais annoncent qu'elles ne feront rien !

13H38 : Le convoi se dirige lentement vers Antaninarenina. Foules très impressionnante !

13H26 : Antaninarenina : les forces de l'ordre sont au niveau de ex-shoprite prisunic et ONE.

13H25 : TGV, Monja et les manifestants sont en direction du Palais d'Ambotsirohitra !!!!

13H20 : " Ambotsirohitra" appartient au peuple déclare Andry tgv

13H15 : Andry TGV annonce qu'ils vont aller à Ambotsirohitra ce jour !

13H05 : Monja Roindefo fait un discours dans les 3 langues officielles : malgache, français, anglais.

12H56 : Monja Roindefo 43 ans est le fils de Monja Jaona et président du parti Monima Ka.

12H49 : Andry TGV sera président de la "Haute autorité pour la transition"

12H47 : Monja Roindefo, premier ministre du gvt annoncé de Andry TGV

12H30 : Des "casseurs" sont présents à proximité de la gare de soarana

12H20 : Andry Rajoelina commence son kabary place du 13 mai

04H12 : Rossy ne sera pas à Tana ce samedi. Il n'a pas ou pu embarquer.

03H57 : Les musiciens de Rossy sont en escale à l'Ile Maurice. Leur arrivée est prévue pour après la manifestation du 13 mai. En attente confirmation de la présence de Rossy à bord de cet avion

03H35 : Le FMI affirme qu'il continuera ses décaissements pour Madagascar mais qu'ils sont retardés suite à vérification de l'achat de Force One.

Source : http://www.sobika.com/madagascar-informations/news_1171.php

8 FEVRIER 2009

Fil des évènements du samedi 7 février



Samedi 07 février 2009

Heure malgache : (Pensez à réactualiser votre page, touche F5)

- 23:00 - Interrogé par CNN, Rodney Ford, un porte-parole de l'Ambassade des Etats-Unis à Madagascar, a déclaré que son pays a oeuvré jusqu'au bout pour le dialogue et pense que "personne ne voulait la violence". Il a aussi ajouté avoir reçu des rapports comme quoi la garde présidentielle a jeté des gaz lacrymogènes et tiré des coups de sommation pour disperser la foule.
- 18:50 - L'hôpital HJRA appelle aux dons de sang.
- 18:40 - L'Ambassade de France a appelé tous ses ressortissants, et leur a fortement conseillé de ne pas quitter leur domicile. La situation est considérée comme "extrêmement préoccupante", et des mesures vont être prises pour garantir la sécurité des expatriés.
- 18:00 - L'hôtel du Louvre dément la présence de mercenaires, la prise d'otages, et la présence de militaires sur leur toit comme annoncées préalablement par la radio VIVA.
- 17:45 - Des groupes de casseurs et de pilleurs se sont formés.
- 17:40 - Le président Ravalomanana a fait une déclaration sur TVM. Il appelle la population à rester calme. Il se dit très touché et affecté par les pertes humaines, et dénonce l'irresponsabilité de ceux qui se permettent de lancer la foule sur un palais présidentiel. "Ceux-ci sont allés trop loin".
- 17:10 - Mise à jour galerie photo ci-dessous.
- 16:45 - La HJRA lance un appel aux élèves paramédicaux pour les aider à soigner les blessés.
- 16:40 - D'après les images diffusées par MaTV et TV Plus, Andry TGV n'était pas à Antaninarenina. Seuls le Général Dolin et Monja Roindefo étaient présents et font l'objet d'un mandat d'arrêt des forces de sécurité. Les forces de sécurité ont repris le contrôle d'Antaninarenina.
- 16:25 - Bilan provisoire d'HJRA, 15 morts (25 morts selon Antsiva). Des gendarmes blessés par balle sont pris en charge par les secouristes.
- 16:10 - Le journaliste de la RTA est mort.
- 16:05 - L'EMMONAT quadrille Antaninarenina. Des manifestants sont toujours présents.
- 16:00 - Des nouveaux coups de feu ont retenti à Ambotsirohitra. Incertitudes sur les auteurs et les cibles.
- 15:55 - Photos de la manifestation d'aujourd'hui ci-dessous.

- 15:45 - Des témoins auraient vu des individus en civils ouvrir le feu sur la foule. Personne ne connaît leur identité mais des proches de TGV affirment que ce sont “des mercenaires au service de l’Etat”. 2 journalistes auraient été touchés.
- 15:40 - 300 blessés (estimation provisoire) d’après les secouristes d’HJRA. Des ambulances sont à Antaninarenina.
- 15:20 - Pas de nouvelles de la délégation. TGV serait encore avec les manifestants.
- 15:15 - Avis contradictoires: d’après Antsiva les tirs viendraient de l’extérieur, près de l’hôtel Colbert plus exactement. Selon Viva en revanche les tirs viendraient du palais.
- 15:10 - TGV depuis la manifestation, déclare sur la radio Viva que ceux qui ont tiré doivent être jugés et que l’EMMONAT doit arrêter les tireurs à Ambotsirohitra.
- 15:05 - Bilan plus lourd: 25 morts. Un car de police près du Shoprite aurait été incendié. La colère monte dans la foule, certains manifestants commencent à fuir.
- 15:00 - Il y aurait près de 15 morts. Un journaliste de la RTA serait touché. Des renforts de l’EMMONAT devraient arriver sur les lieux.
- 14:55 - Les négociations auraient échoué ce qui a entraîné le forcing des manifestants pour rentrer dans le palais. Les tirs proviendraient des militaires à l’extérieur du palais (pas de la garde présidentielle).
- 14:50 - Confirmation !! Des manifestants sont blessés. Les négociations pour rentrer n’ont pas abouti les manifestants ont brusquement décidé de faire le forcing pour rentrer, réaction rapide des militaires !!
- 14:45 - Coups de feu à Ambotsirohitra, pas d’informations confirmées s’il y a des blessés.
- 14:35 - M.Roindefo et sa délégation entrent dans le palais.
- 14:15 - Avertissement des militaires: les manifestants ne doivent pas entrer dans la zone rouge. Les militaires dans le palais eux sont armés et prêts à tirer.
- 14:10 - Contrairement à 2002, aucun représentant des églises ni de mpiandry ne sont présents.
- 14:05 - Le général Dolin négocie avec les militaires.
- 14:00 - Grosse tension devant le palais. Des soldats casqués et avec des boucliers mais sans mitraillettes, sont présents à chaque artère menant au palais.
- 13:55 - Seuls M. Roindefo et ses émissaires vont entrer dans le palais pour discuter. Les manifestants sont invités à rester dehors.
- 13:50 - Les premiers manifestants sont maintenant sur le Jardin d’Antaninarenina. Les forces de l’Ordre à l’extérieur du Palais semblent avoir reçu instruction de ne pas tirer. Des gardes présidentiels, à l’intérieur du Palais seraient en train de prendre position. Il semblerait que M. Roindefo soit en tête du cortège, dans une voiture.
- 13:45 - Présence imposante des forces de l’ordre à Antaninarenina.
- 13:25 - Andry Rajoelina et ses partisans se dirigent vers Ambotsirohitra.
- 12:45 - Andry Rajoelina, président de la « Haute Autorité pour la Transition ».
- 12:30 - Andry Rajoelina annonce la composition de son gouvernement de transition : Monja Roindefo, fils de Monja Jaona, président du parti Monima Ka, est désigné Premier Ministre du gouvernement de transition
- 11:30 - Andry Rajoelina est sur la place du 13 Mai. Absence de Rossy.
- 10:30 - D’après un témoin oculaire, il y aurait 5000 personnes environs sur la Place du 13 mai, mais beaucoup sont encore en route.

Source :

<http://www.topmada.com/2009/02/fil-des-evenements-du-samedi-7-fevrier/>

**Hafatra nataon' Andriamatoa MANANDAFY ho an'ny Vahoaka Malagasy
sy ny Mpitondra ary ny mpanao fihetsiketsehana
Tao amin'ny Radiôm-pirenena**

Tamin'ny 7 fevrie 2009.

Aty ivelan' Antananarivo izahay no mandre ny loza mitranga ao Antananarivo : faty olona betsaka tany Antaninarenina nisian' ny fifandonana. Ka izahay dia milaza ary miangavy ny rehetra mba hijery fa *ny demokrasia imatimatesan'ny mpitondra, imatimatesan'ny mpanohitra, dia tsy mendrika hanaovana sorona ain' olona sahala amin'izao* dia ny fandatsahandra , fa zavatra atao hiadanan'ny tany sy ny fanjakana , hiadanan' ny vahoaka . Izay no hiadiantsika rehetra rehetra: ny hisian' ny demokrasia eto .

Koa miangavy ny manampahefana izahay, miangavy izay mitarika ny fihetsiketsehana mba hamolaka ny hambompony hanaiky hiresaka amin'izay, ka tsy hatao sorona ny olona, tsy hatao sorona ny tanana , tsy atao sorona ny fotodrafitr' asa fa antsika malagasy ireny na vazaha aza ny tompony, sahala amin'ny hôtely Colbert eo Antaninarenina. Fananantsika ireny ka aza simbaina.

Mitondra fiaraha-miory sy maneho alahelo amin' ireo fianakaviana niharandoza izahay satria : namoy havana, namoy tapaka nohon' ny hetraketraky ny fisedrana teo amin'ny resaka politika. Manantena isika fa mba tsy hisy hoatr' izao intsony amin' ny dingana manaraka .

Ny antenainay dia ho avy haingana ny fotoana hifanatonan'ny andaniny sy ny ankilany hiresaka , handamina izao resaka izao , handaminana izao zavatra ifanolanan izao . Izahay izay miteny dia averiko tsara fa tsy manana seza arovana ary tsy mitarika ho eny andalambe hifanolana na amin' iza na amin'iza fa ady hevitra no angatahanay.

Izao no hevitra arosonay :

- Hataontsika ny lalana mifehy ny antoko
- Hataontsika ny “code electoral”
- Hataontsika ny fifidianana mba hirosoan' ny vahoaka , mba hahazon' ny vahoaka misafidy sy mitondra ny tany sy ny fanjakana .

Dia mametraka fitokisana amin'ny fahendren' ny mpitondra sy ny fahendren'ny vahoaka Malagasy izahay.

Misaotra Tompoko



8 FEVRIER 2009

Madagascar: 28 morts dans la fusillade de samedi, retour au calme

ANTANANARIVO (AFP) — Au moins 28 personnes ont été tuées et 212 autres blessées samedi à Antananarivo après que la garde présidentielle a ouvert le feu sur des partisans du maire déchu de la capitale Andry Rajoelina, selon un nouveau bilan obtenu dimanche auprès de la gendarmerie.

Un précédent bilan faisait état de 23 morts et de 83 blessés.

“Dans les trois principaux hôpitaux de la ville, on a recensé 28 morts et 212 blessés”, a déclaré à l’AFP le capitaine Lala Rakotonirina, chef du service des relations publiques du commandement de la gendarmerie nationale.

La majeure partie des blessés et victimes ont été transportées dans l’hôpital universitaire de la ville.

“Nous avons enregistré 25 morts et 173 blessés”, a indiqué à l’AFP le directeur technique de l’hôpital, Eric Raminison.

“90% des blessés souffrent d’impacts de projectiles métalliques”, a-t-il ajouté.

La garde présidentielle a tiré samedi après-midi sur des partisans d’Andry Rajoelina qui les avait appelés à marcher sur le palais abritant le bureau du président dans le centre-ville d’Antananarivo. La présidence elle-même se trouve à environ 12 km à l’extérieur de la ville.

La situation était calme dimanche matin dans les rues de la capitale malgache, a constaté un journaliste de l’AFP.



Source :

<http://berthoalain.wordpress.com/2009/02/08/emeute-a-madagascar-fevrier-2009/>

DIMANCHE 08 FEVRIER 2009

À Madagascar, 40 morts parmi les manifestants

Les forces de l'ordre ont tiré, hier, sur les partisans du maire d'Antananarivo qui tentaient d'investir le palais présidentiel. Au moins 40 morts et une centaine de blessés. Les hôpitaux sont débordés, la population calfeutrée.

Il est environ 14 h 30 quand les manifestants prennent position devant les grilles du palais présidentiel. La situation va dégénérer en une fraction de seconde. Après plusieurs tirs de sommation, les militaires ouvrent le feu sur la foule, pendant de longues minutes. Les rafales des AK-47 ne laissent aucune chance aux opposants postés en première ligne.

Comme on pouvait le craindre, la manifestation de l'opposition a tourné au drame, hier, à Antananarivo. Elle a fait une quarantaine de morts et une centaine de blessés, selon une source hospitalière, parmi les partisans d'Andry Rajoelina, le maire déchu de la capitale malgache.

Les télévisions locales diffusent en boucle des images insoutenables. On y voit les corps d'hommes et de femmes, particulièrement jeunes, criblés de balles, jonchant le sol dans une marre de sang. Les sirènes des ambulances résonnent dans la capitale. L'hôpital central d'Antananarivo est rapidement submergé. Médecins et infirmières soignent à même le sol des dizaines de blessés pendant que fourgons et pick-up déposent les victimes à la morgue.

Tout avait pourtant commencé dans le calme, hier matin. À 10 h, 20 000 partisans s'étaient rassemblés sur la place du 13 mai, située dans le centre-ville. Depuis décembre, Andry Rajoelina veut renverser par la rue le président malgache, Marc Ravalomanana, qu'il accuse d'autoritarisme. Dans son discours, le jeune maire de 34 ans, s'est auto-proclamé chef d'un gouvernement de transition.

En début d'après-midi, ses partisans ont donc convergé vers le palais d'Ambotsirohatra pour y installer leur gouvernement de transition. À leur arrivée, ils se sont heurtés aux policiers anti-émeute qui bouclaient le quartier, classé « zone rouge ». Ce premier barrage de sécurité allait céder rapidement aux assauts déterminés des opposants.

Antananarivo, ville morte

La nouvelle de la fusillade s'est propagée comme une traînée de poudre. Depuis, les téléphones portables sonnent à tout va. On s'appelle pour se rassurer et collecter des informations. Magasins et centres commerciaux ont baissé leurs rideaux pour se protéger d'éventuels pillages. À 16 h, les traditionnels embouteillages du samedi après-midi ont disparu. Les rues sont quasiment vides. Dans un communiqué télévisé, le Premier ministre

malgache, Charles Rabemananjara, annonce le maintien du couvre-feu de 20 h à 5 h du matin, jusqu'à nouvel ordre. Difficile de dire si Antananarivo retrouvera son calme aujourd'hui.

Sébastien JENSONNY.



Source :

<http://berthoalain.wordpress.com/2009/02/08/emeute-a-madagascar-fevrier-2009/>

2009-02-08

Poursuite d'émeutes à Madagascar, 30 morts

ANTANANARIVO, 7 février (Xinhua) — Au moins 30 personnes ont été abattues par des mercenaires étrangers dans la garde du bureau présidentiel de Madagascar alors que des émeutes continuent devant la présidence.

Au moins 30 personnes, dont un journaliste malgache de la station privée Radio Télévision Analamanga (RTA) et un journaliste de la Radio France Internationale (RFI), sont abattues à Madagascar dans des émeutes, selon une source bien informée.

Selon cette source, les forces anti-émeute, à l'encontre des manifestants à l'extérieur du bureau présidentiel ont reculé face à l'avance des partisans du maire déchu d'Antananarivo, alors que les leaders d'opposition ont négocié avec les officiers de la présidence.



Source :

<http://berthoalain.wordpress.com/2009/02/08/emeute-a-madagascar-fevrier-2009/>

8 FEVRIER 2009

Madagascar – Bain de sang dans la capitale

Lors d'une manifestation samedi à Antananarivo, au moins 28 opposants au président ont été tués par la police, selon un bilan publié dimanche.

Le maire de la capitale, franchissant une nouvelle étape dans son opposition au pouvoir malgache, a créé samedi une "Haute Autorité de transition".

La crise malgache s'envenime et fait de nouvelles victimes. Samedi, des policiers anti-émeutes ont tiré sur un groupe de partisans de [Andry Rajoelina](#), maire déchu de la capitale de [Madagascar](#), qui se dirigeaient vers un des bureaux du président malgache [Marc Ravalomanana](#) à [Antananarivo](#). Selon un nouveau bilan rendu public dimanche par les autorités, au moins 28 personnes ont été tuées et 212 autres blessées. Ces décès portent à au moins 96 le nombre de personnes mortes dans les violences, pillages et émeutes qui ont émaillé depuis le 26 janvier le bras de fer entre l'opposant Rajoelina et le président Ravalomanana. Dimanche, un calme relatif semblait retombé sur la capitale du pays.

Ces manifestants arrivaient de la place du 13-Mai, lieu historique de la contestation politique situé au coeur d'[Antananarivo](#), où au moins 20.000 personnes ont assisté à un nouveau rassemblement de l'opposition qui a abouti à la mise en place d'une Autorité de transition visant à destituer le président en place. [Andry Rajoelina](#) a été nommé à la tête de cette "Haute Autorité de transition". Il a de suite nommé "son" Premier ministre, Roindefo Monja, un homme politique de Tulear (sud-ouest). Ce dernier sera chargé d'un "gouvernement d'unité nationale où toutes les régions seront représentées", a déclaré Andry "TGV", le surnom que lui ont donné ses supporters pour son caractère fonceur.

"Profond malaise dans la société malgache"

Ce dernier, destitué mardi de son mandat de maire par les autorités, a engagé des procédures de destitution de M. Ravalomanana. La Haute Cour Constitutionnelle s'est d'ores et déjà déclarée incompétente. Le maire de la capitale malgache s'est proclamé il y a une semaine à la tête des affaires du pays. Le président Ravalomanana a réaffirmé dans la foulée qu'il demeurait le chef de l'Etat.

Alors que la crise semble s'installer pour de bon sur la Grande Ile, la communauté internationale peine pour le moment à convaincre les protagonistes à dialoguer. Vendredi, l'Union européenne (UE) a considéré que le retour à la situation d'avant la crise n'était "pas envisageable". "Le mouvement de protestation, de mécontentement qui s'exprime dans les rues prouve qu'il y a un profond malaise dans la société malgache", a déclaré Marie-Claire Gérardin, la chargée d'affaires de la France à [Madagascar](#) lors d'une conférence de presse de l'UE. "C'est en ce sens que nous appelons au dialogue", a-t-elle ajouté. Les Etats-Unis tiennent sensiblement le même discours.



Source : <http://berthoalain.wordpress.com/2009/02/08/emeute-a-madagascar-fevrier-2009/>



www.snu.mg

Système des Nations Unies

Madagascar



Déclaration attribuable à la Porte-parole du Secrétaire Général des Nations Unies sur Madagascar

New York, le **8 FEVRIER 2009**

À la suite des événements tragiques de samedi, au cours desquels au moins 25 personnes ont été tuées et des dizaines blessées, le Secrétaire général présente ses profondes condoléances au peuple malgache. Il déplore la violence et le manque de retenue de toutes les parties, qui ont mené à cette tragédie.

Le Secrétaire général prie instamment les autorités malgaches d'entamer d'urgence un processus équitable par lequel les responsables seront traduits en justice.

Le Secrétaire général appelle toutes les parties concernées à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques et démocratiques et par l'exercice responsable de leur autorité.

Le Secrétaire général se tient prêt à fournir tout l'appui nécessaire pour la résolution rapide et pacifique de cette crise.

Statement Attributable to the Spokesperson for the UN Secretary-General on Madagascar

New York, 8 February 2009

In the wake of Saturday's tragic events, in which at least 25 people were reportedly killed and dozens injured, the Secretary-General extends his deep condolences to the Malagasy people. He deplores the violence and lack of restraint on all sides that led to this tragedy.

The Secretary-General urges the Malagasy authorities to urgently initiate a fair process by which those responsible will be brought to justice.

The Secretary-General calls upon all concerned parties to resolve their differences through peaceful and democratic means and through the exercise of responsible leadership.

The Secretary-General stands ready to provide all the necessary support for the rapid and peaceful resolution of this crisis.

Source:

http://www.snu.mg/new/sites/snu/article.php?article_id=780&lang=fr



PLATE-FORME NATIONALE
des Organisations de la Société Civile de Madagascar (PFNOSCM)
Lot II M 71B - Antsakaviro – Antananarivo - MADAGASCAR
Tél. 00 (261) 20 22 204 48 - Email : ecpl@moov.mg

VOVONANA IOMBONAN'NY FIRAIASA-MONIM –

PIRENENA ETO MADAGASIKARA (VOIFIRAISANA)

FANAMELOHANA SY FANAIRANA

NY VOVONANA IOMBONAN'NY FIRAISAMONIM-PIRENENA – VOIFIRAISANA » na ny « PLATE-FORME NATIONALE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DE MADAGASCAR »-PFNOSCM, araka ny fanambarana sy ny fanairana nataony tamin'ny 27 janoary sy ny 02 febroary 2009 ary ho tohin'ilay Antso avo nataony ho an'ny Vahoaka Malagasy tamin'ny Zoma 6 febroary momba ny *Dina ho an'ny Filaminana sy ny Fandriampahalemana* dia maneho etoana ny alahelony sy ny heviny manoloana ny savorovoro politika izay mihasarotra hatrany, ary tonga tamin'ny vono olona mahatsiravina ka mihoatra ny dimampolo no maty ary an-jatony no naratra tamin'ny tolakandron'ny asabotsy faha-9 febroary lasa teo tao Ambohitsorohitra.

- Ho mariky ny fiaraha-miory sy ny fanohanana ireo fianakaviana rehetra namoy hava-tiana nandritra izao savorovoro izao dia tsipihinay eto fa havanay koa izy ireny noho ny rà sy ny tanindrazana iombonana
- Araka ny andiny faha-3 ao amin'ny FANAMBARANA IRAISAM-PIRENENA MOMBA NY ZON'OLOMBELONA manao hoe : « Zon'ny olona tsirairay ny miaina, afaka ary miaina ampilaminana » ;
- Ho fanajana ireo SOATOAVINA MALAGASY ijoroan'ny « VOVONANA IOMBONAN'NY FIRAISAMONIM-PIRENENA – VOIFIRAISANA » izay voarakitra ao amin'ny Dina iombonany mampivoitra:
 - § Ny fanajàna ny HASIN'NY AINA sy ny HASIN'NY MAHA-OLONA
 - § Ny fanajàna ny HASIN'NY TANY SY NY TANINDRAZANA
 - § Ny fandalàna ny FIHAVANANA sy ny FILONGOA ary ny FIRAIASA-KINA
 - § Ny fiarovana ny FIRAISAM-PIRENENA sy ny TOMBOTSOAN'NY BESINIMARO
 - § ny fikatsahana ny FAHAMARINANA, ny RARINY sy ny HITSINY ary ny FITOVIANA
 - § Ny Fandalàna ny FIFANAJÀNA SY FANETRE-TENA ARY NY FAHASAMIHAFÀNA
- Ho fanajana ny hevi-dehibe ao amin'ny LALAM-PANORENANA izay mametraka ny demokrasia ho fototra ifaharan'ny Repoblika Malagasy, ny fitandroana ny fandriampahalemena sy ny fifanohanana ho andraikitra sady mari-piarovana ny firaisam-pirenenena, ny fanajana sy ny fampanjariana ny fahalalahana sy ny Zon'olombelona ary farany, ny fampijoroana fanjakana tandalàna ;
- Koa noho ny fiaraha-monina malagasy mandala ny demokrasia izay manome lanja ny fifandeferana sy ny fiaraha-miasa ary ny marimaritra iraisana izay mifanaraka tanteraka amin'ny soatoavina malagasy miompana amin'ny Fihavanana ;

- Nefa koa, noho ny fahitàna fa tsy voahaja ireo fitsipika sy fepetra fototra momba ny Zon'olombelona ireo nandritra izao savorovoro politika misy eto amin'ny firenena izao dia :
 - ⇒ Manameloka mafy ireo herisetra rehetra izay niteraka ratra sy fahafatesana, n'inoninona tsy fitovian-kevitra
 - ⇒ Manaitra ny mpitandro filaminana rehetra mba hiantoka marina ny fiarovana ny olona sy ny fananany indrindra amin'izao andro sarotra misy hotakotaka izao ;
 - ⇒ Manamafy ny antso efa natao tamin'ny roa tonta mba handray ny andraikitrany eo amin'ny fitadiavana vahaolana iraisana haingana sady maharitra hampiverina amin'ny laoniny ny filaminana sy ny fiainana andavanandro ;
 - ⇒ Manaitra ny mpiserasera sasantsasany mba hanaja hatrany ny fitsipika fototra mifehy ny asa fanaovan-gazety, amin'ny maha-mpanabe sy amin'ny maha-mpanelanelana azy ireo fa tsy hiditra ho anisan'ireo mpandranitra na mpihantsy ady ao amin'ny andaniny sy ny ankilany
 - ⇒ Manao antso avo amin'ireo mpanabe, Ray aman-dreny ary ireo mpikatroka rehetra ao amin'ny fanabeazana mba hanamafy ny fanabeazana ho olo-mpirenena vanona sy ny momba ny fandriam-pahalemana
 - ⇒ Ary farany, miantso ny olom-pirenena rehetra mba handray anjara araka izay tandrify azy avy amin'ny fikarohana vahaolana, ka ho fadina ny fihetsika mety hiteraka fampiasana herisetra

Ny « VOVONANA IOMBONAN'NY FIRAISAMONIM-PIRENENA-VOIFIRAISANA » dia manamafy indray ny fahavononany handray anjara feno amin'ny fiaraha-mitady vahaolana mari-pototra sy maharitra, miaraka amin'ny samy malagasy sy miaraka amin'ny vahiny koa ary izany no atao dia satria AMBONY NOHO NY ZAVA-DREHETRA NY TOMBOTSOAM-PIRENENA sy ny HASIN'NY VAHOAKA MALAGASY

Antananarivo, faha 9 Febroary 2009

Amin'ny anaran'ny Komity nasionalin'ny Soridalana sy ny Fanaraha-mason'ny Faritra 22 CNOSS)

Ny Filoha nasionaly : RANDRIAMAMPIONONA
Lalao

SAMEDI « ROUGE »

ent

ique
r la
An-
omi-
fitsi-
ie-
argé
nt »,
a le
, la
n'ar-
iti-
répu-
uter

Page 3

mi

27 tués recensés à la morgue



Présidence

> Ravalomanana désigne le responsable

Sans le nommer, le chef de l'Etat a indiqué Rajoelina Andry comme premier responsable de la mort de ces manifestants tombés samedi à Ambohitsorohitra. Il a dépassé les bornes. Il s'est déjà autoproclamé président la semaine dernière, aujourd'hui (samedi), il envoie ses partisans prendre d'assaut le palais présidentiel, une chose qui ne se fait nulle part ailleurs dans le monde.

Page 3

Sécurité publique

> Le couvre-feu est prolongé d'une semaine

« Le couvre-feu instauré dans la Région d'Analamanga est prolongé d'une semaine. Il...

09 FEVRIER 2009

Samedi « rouge » 27 décès enregistrés

A la morgue de l'hôpital HURA, 27 décès sont enregistrés parmi les victimes des échauffourées de samedi. En dehors des personnes tuées, il y a aussi 172 personnes blessées suite aux tirs des gardes présidentielles à Ambohitsorohitra

samedi dernier. Parmi les 172 blessés, 102 ont dû être hospitalisés, et 72 sont renvoyés chez eux après avoir reçu des soins.

Parmi les blessés, il y a au moins 6 enfants dont le plus jeune est de 35 ans.

Manjakahery Tsirosena

Ambohitsorohitra La garde a tiré

Une journée sanglante. Samedi après-midi, les éléments de la garde présidentielle ont ouvert le feu sur les manifestants venus investir le palais présidentiel à Ambohitsorohitra. Il n'y a pas encore un bilan officiel. Des sources hospitalières indiquent une quarantaine de morts. D'autres parlent de 23.

Andry Rajoelina, après avoir demandé l'avis des manifestants sur la Place du 13 mai a invité ces derniers de se rendre

à Ambohitsorohitra pour y installer Monja Roindefo, le « chef de gouvernement de transition » qu'il vient de nommer. L'ancien maire ne s'y est pas rendu en préférant se mettre à l'abri. Sur place, les éléments de l'EMMONAT (Etat-Major mixte opérationnel) ont pris position et ont dressé des barrages pour empêcher la foule non maîtrisée par leurs dirigeants d'approcher le Palais. Une délégation conduite par le général en retraite, Dolin Rasolosoa, a discuté avec le

chef des éléments. Il a ensuite dialogué avec un officier militaire chargé de la sécurité du Palais. Le général Dolin Rasolosoa s'est ensuite tourné vers la foule. Soudain, la foule a franchi le premier dispositif de sécurité. Arrivés à l'entrée du parking du Palais, la garde présidentielle a prié les journalistes de quitter les lieux. Puis, tout d'un coup, les premières salves ont été tirées pendant plusieurs minutes. Les premières victimes tombent une à une. La

première rangée de manifestants a été cueillie à froid. Les autres poussent encore derrière obligent ainsi la garde à tirer encore. Les tirs ont continué pendant un certain temps. Le sang a coulé. Puis, c'est l'accalmie permettant aux ambulances et aux voitures particulières d'évacuer les blessés et les morts.

Recueillis par H.R.

Monja Roindefo A la tête d'un « gouvernement de transition »

Le feuilleton de la crise politique continue. Samedi dernier, sur la Place du 13 mai à Anankely, Andry Rajoelina a annoncé la nomination de Monja Roindefo Zafitsimivalo à la tête du « gouvernement de transition ». Il l'a chargé de former son « gouvernement ». « Si les institutions telles que le Sénat, l'Assemblée nationale, la Haute Cour constitutionnelle

n'arrivent pas à décider pour détruire l'actuel président de la République, il faut maintenant écouter la voix du peuple ». De ces propos, Andry Rajoelina, voulait justifier sa décision dans la mise en place de ce gouvernement de transition. Beaucoup croyaient que ce poste serait occupé par l'ancien maire de la capitale. Ce n'était pas le cas. Andry Rajoelina, lui, assume la fonction de « Président de la Haute Autorité pour la Transition ». Monja Roindefo n'est pas une figure inconnue dans le monde politique malagasy. Il est fils de Monja Jaona, nationaliste patriote du Sud du pays qui n'est autre que le père fondateur du parti politique Monima Ka Miviombio. Agé de 43 ans, Monja Roindefo a fait ses

études en Administration publique et Economie à l'étranger. Il a également suivi des formations en bâtiment et travaux Publics. C'est un polyglotte. Car il parle le français, l'anglais, l'espagnol, le russe, et l'allemand.

études en Administration publique et Economie à l'étranger. Il a également suivi des formations en bâtiment et travaux Publics. C'est un polyglotte. Car il parle le français, l'anglais, l'espagnol, le russe, et l'allemand.

Recueillis par H.R.

Présidence Ravalomanana désigne le responsable

Sans le nommer, le chef de l'Etat a indiqué Rajoelina Andry comme premier responsable de la mort de ces manifestants tombés samedi à Ambohitsorohitra. « Il a dépassé les bornes. Il est déjà mitoyennisé par rapport à la semaine dernière. Aujourd'hui (samedi), il envoie ses portiers prendre d'assaut le palais présidentiel, une chose qui ne se fait nulle part ailleurs dans le monde. C'était peu après le décès de ces dizaines de victimes. Le président de la République a aussi déploré le fait que : « ce coup intervient alors que des pourparlers et des négociations se déroulent en cours ». Enfin, il a averti une certaine presse quant de la provocation et fa demandé à se comporter en « responsable ».

Sécurité publique Le couvre-feu est prolongé d'une semaine

« Le couvre-feu instauré dans la Région d'Analamanga est prolongé d'une semaine. Il commence à 20 h et se termine à 05 h ». C'est ce qu'a fait savoir le Premier ministre Charles Rabemananjara, il a appelé tous les citoyens de ne pas s'assembler pour faciliter la tâche des forces de sécurité. Initialement, ce couvre-

feu devait prendre fin la semaine dernière. Mais, face à la tuerie qui s'est passée samedi devant le palais présidentiel à Ambohitsorohitra, les autorités gouvernementales ont pris une décision de le prolonger. « Et ce, afin de maintenir et rétablir l'ordre et la paix dans la Région d'Analamanga ».

FFKM Nouvel appel au dialogue

Le président du FFKM a vivement déploré la mort de ces manifestants dans une déclaration publiée également samedi. Mgr Déon Razanakolona devait ensuite réitérer l'offre de dialogue des églises en vue de résoudre la crise opposant le président de la République à Rajoelina Andry. En attendant une hypothétique rencontre, il a exhorté les Malgaches plus particulièrement les Chrétiens à beaucoup prier et à rester calme devant

la situation. De même, le président de la conférence épiscopale de Madagascar a aussi sorti une déclaration déplorant la dégradation de la situation. Mgr Fulgence Rabemahafaly souligne la nécessité du dialogue dans de telles circonstances. Les évêques catholiques se réunissent depuis plus d'une semaine à l'épiscopat à Antananarivo en cherchant à établir le contact entre les deux protagonistes.

Assemblée nationale Condoléances de Jacques Sylla

La président de l'Assemblée nationale a adressé une lettre de condoléances hier, aux familles des victimes. Une lettre

doublée d'un appel à la retenue.

Recueillis par H.R.

09 MARS 2009

LE QUOTIDIEN

POLITIQUE

Samedi noir à Ambohitsorohitra

Le Chef de l'Etat déplore la non maîtrise de la foule

Le Président de la République, Marc Ravalomanana, s'est exprimé le samedi 07 février et hier dans l'émission Tenin'ny Filohampirenena, après le triste événement qui s'est produit aux environs du Palais d'Etat d'Ambohitsorohitra. Le Président malgache a présenté ses condoléances aux familles des décédés et ses mots de réconfort aux blessés. Il a déploré le fait d'exhorter la foule, "non maîtrisée" à la prise du Palais d'Etat d'Ambohitsorohitra, après la

déclaration sur la prise de pouvoir, le samedi 31 janvier, sur la place du 13 mai, et "cela, malgré les pourparlers qui ne se sont pas arrêtés", selon ses termes. Le Chef de l'Etat a appelé le peuple au calme et à aider les forces de l'ordre à rétablir la sécurité. Il a promis de tout faire pour rétablir l'ordre et la paix sociale.

Par la même occasion, le Président Marc Ravalomanana a déploré le fait que la circulation délibérée des fausses informations induit en erreur et

sème le doute au sein de l'opinion publique. Par conséquent, il appelle à la prise de responsabilité de tout un chacun surtout des certains gens des médias qui contribuent à la diffusion de la désinformation et qui se transforment en de véritables vecteurs de la haine et mobilisateurs de la masse sur un chantier dangereux. Et le Chef de l'Etat de rappeler que personne ne sortira vainqueur ni vaincu d'une situation explosi-

ve qui détruira la Nation. Il a promis de rétablir la sécurité et de tirer les leçons du 07 février. Le Chef de l'Etat a promis de dialoguer.

A ce propos, l'émission de l'Onu, Ban Ki-Moon, est arrivée à Madagascar samedi 07 février. Le Chef de l'Etat malgache des Affaires étrangères, Marcel Ranjeva,

Sommation il y a eu

On véhicule la fausse information selon laquelle les forces de l'ordre n'ont pas fait samedi une sommation avant d'ouvrir le feu sur une foule venue rendre de force le Palais présidentiel d'Ambohitsorohitra après avoir été savamment manipulée, la désinformation aidant. A preuve, les meneurs du mouvement ont pu se défilier à temps. Dans les enregistrements audiovisuels des événements d'ailleurs, on a vu des hommes fuir et s'éloigner du site en courant et en avertissant les autres que les gardes du Palais vont ouvrir le feu (Mikisaha fi hifitra hono ry zareo). L'Ordonnance n° 60-104 du 21 septembre 1960 relative aux attroupements (J.O. n° 124 du 01.10.60, p. 1947), dans son article 04, stipule entre autres, en cas d'attroupement, que :

1° Si l'attroupement est représentatif de l'ordre, la sommation de l'ordre et de rentrer.

Cette première sommation sera faite, sans rester sans effet, sans sommation sera faite, de la même façon que sur les lieux du reprès l'ordre public.

Si cette deuxième sommation reste sans effet, l'attroupement sera dissipé par la force. 2° Si l'attroupement est armé, le représentant public exhortera les citoyens à se disperser. S'ils ne se dispersent pas, trois sommations seront faites, après lesquelles, comme il est dit.

Après la troisième sommation, l'attroupement sera dissipé par la

La mise en scène orange a encore sacrifié des vies

28 morts (25 à la HJRA dont 03 n'ont pas encore été réclamés par leurs familles, 02 à Befelatanana et 01 à l'Honi), 172 blessés dont 132 sont rentrés chez eux. Tel est, selon des sources hospitalières, le bilan humain de la tentative de prise d'Ambohitsorohitra effectuée samedi dernier par Andry Rajoelina une semaine après son auto-proclamation à la tête du pays. Pour la deuxième fois consécutive après les débordements suivis d'actes de vandalisme du 26 janvier, la mise en scène orange (imitation boucalle de la Révolution orange qui, en Ukraine, a abouti à une vraie alternance démocratique par voie électorale) initiée par l'ancien

maire de la commune urbaine d'Antananarivo a encore sacrifié des vies. Déçu par le comportement des forces de l'ordre qui, contrairement à son attente, ne sont pas intervenus durant les meetings illégaux répétés sur la Place du 13 Mai, Andry Rajoelina a laissé ses lieutenants conduire ses sympathisants au Palais d'Ambohitsorohitra, un site classé zone rouge, en sachant pertinemment que les forces de l'ordre ne resteraient pas les bras croisés.

Nos condoléances en tout cas à toutes les familles des victimes, notamment à la famille et proches du camerunnaise de la Rta, Ando Razovoririna.

LUNDI 9 FEVRIER 2009

par Valis

La chrétienté embarrassée

La chrétienté malgache est interpellée. Andry Rajoelina, Maire de la capitale, baptisé et éduqué dans la religion catholique, est en rivalité avec Marc Ravalomanana, président de la République, vice-président de l'église protestante FJKM, et chef suprême des Armées. Entre les deux, il y a aujourd'hui une cinquantaine de morts et autant de blessés. Derrière chacun des protagonistes également il faut compter leurs partisans. Si ceux de Andry Rajoelina manifestent volontiers leur appartenance et leur force sur la Place 13 mai, on ne peut pas dire que ceux de Marc Ravalomanana sont moindres. Il faut écouter la Radio Mada. Ils se réclament tous d'un seul Dieu, d'une seule foi, la foi chrétienne.

Mais ce Dieu ne semble apparemment pas prêt de trancher dans l'affaire. Même les chefs des églises rassemblées dans le Conseil œcuménique ou FFKM n'ont pas réussi dans leur médiation. Aucune tentative de faire rencontrer les deux protagonistes n'a abouti. Aucune démarche n'a pu nous éviter le pire.

On doit reconnaître quelque part que la dernière démarche de ces hommes d'églises, était maladroite et partisane sinon complice. Les deux chefs d'églises protestantes étaient allés rencontrer le vice-président de la FJKM pour parlementer tandis que Andry Rajoelina, qui est catholique, plus ou moins pratiquant, a accueilli l'archevêque catholique.

Quoi qu'il en soit, leurs tentatives se sont soldées, à beaucoup d'égards par ce carnage du samedi 7 février dernier. La foule qui était sur la Place de l'Indépendance à Antaninarenina n'a-t-elle pas, avant de se lancer à l'assaut du Palais d'Ambohitsorohitra d'où l'épiaient ses bourreaux, chanté des morceaux religieux ?

Aujourd'hui, le chrétien catholique, Andry Rajoelina et ses partisans, accusent le vice-président de l'église protestante FJKM, le mécène de la FFKM et de la FJKM, de criminel. Le président de la République et chef suprême des Armées, Marc Ravalomanana, a, de leur point de vue, fait tirer sur la foule qui allait installer le « Premier ministre » de la Haute Autorité de la Transition au Palais d'Ambohitsorohitra. Si certains en appellent à la vengeance, Andry Rajoelina lui rappelle pour sa part, sa conscience chrétienne. Il le supplie d'épargner sa foi d'une autre épreuve et donc de lui rendre son tablier.

Quant au vice-président de la FJKM, Marc Ravalomanana, il ne cesse de conclure toutes ses déclarations par l'expression consacrée : « *Homba antsika anie Andriamanitra* » (Que Dieu soit avec nous).

Cela dit, la chrétienté malgache et en particulier la FJKM est dans de beaux draps. Leur bienfaiteur ne reconnaît pas « *la légitimité de la rue* » mais s'en tient à la légalité au prix fort d'une effusion de sang.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/La-chretiente-embarrasee,11087.html>

Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique –

Pour un débat national à Madagascar

9 FEVRIER 2009

L'escalade à laquelle nous assistons à Madagascar confirme les craintes que l'AFASPA exprimait dans son communiqué du 30 janvier 2009 . Nous condamnons le lâche massacre perpétré sur des civils aux mains nues par la garde présidentielle. Le président malgache Ravalomanana en porte l'entière responsabilité.

Force est de constater que :

- ▶ Le président refuse d'entendre et d'écouter la colère du peuple qui ne supporte plus la misère dans laquelle il est maintenu et qu'il subi. Il n'a pour toute réponse que la force meurtrière.
- ▶ Le maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina (parvenu par les mêmes moyens que le président qu'il combat), et son entourage ne proposent pas de projet alternatif à la politique libérale corrompue et autoritaire du pouvoir en place, lequel répondrait aux besoins du pays et de sa population. Ils n'offrent pour toute perspective qu'une simple alternance de personnel politique non issu d'un processus électoral : une telle solution ne donnera aucune garantie de véritables changements allant dans le sens des intérêts de la population.

Il est urgent qu'un véritable débat national s'engage avec les partis politiques, les forces vives constituées par les syndicats et la société civile, et non pas un simple tête-à-tête Ravalomanana-Rajoelina comme d'aucuns le proposent.

Seules des mesures d'urgence pourront ramener un climat de sérénité dans le pays, principalement :

- ▶ enrayer les spéculations sur les produits de première nécessité
- ,
- ▶ abandonner de la cession des terres paysannes aux multinationales,
- ,
- ▶ garantir la liberté d'expression des médias et des citoyens
- ,
- ▶ engager des poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs de la répression,

Source : <http://www.afaspa.com/>



Système des Nations Unies
à Madagascar

Système des Nations Unies

Madagascar



9 FEVRIER 2009

Rencontres de l'Assistant au Secrétaire général pour les Affaires Politiques avec M. M Ravalomanana et M. A Rajoelina

Antananarivo, le 09 février 2009.

L'assistant au Secrétaire Général pour les Affaires Politiques, M. Haile Menkeiros a rencontré le Président Marc Ravalomanana ce matin au palais d'Iavoloha. Il a transmis le message du Secrétaire Général et a eu la réponse du Président qui accepte le rôle du SG en tant que facilitateur.

Sa déclaration devant la presse à Iavoloha :

« Le SG est très préoccupé par la situation à Madagascar qui a cause beaucoup de dégâts et de pertes de vie. Il lance un appel au dialogue aux deux parties concernées. Il manifeste son intention d'aider Madagascar pour avoir une solution pacifique et démocratique. Le SG manifeste également sa tristesse devant cet événement et lance un appel à l'autorité de traduire les responsables en justice. Ces responsables viennent des deux cotes.

J'ai présenté et transmis au Président le message du SG et a reçu la réponse de sa part. Il est prêt à accepter le rôle du SG en tant que facilitateur.

Je serai avec le maire cet après midi pour lui transmettre également le message du SG. »

M Menkerios a rencontré les chefs d'Agences du Système des Nations Unies à midi.

Sa rencontre avec M. Andry Rajoelina, Président de la Haute Autorité de Transition a eu lieu à 15h à son domicile à Ambatobe. Il lui a transmis le message du SG et après une heure de discussion M. Andry Rajoelina a déclaré qu'il a accepté de dialoguer mais à conditions que ce dialogue aboutisse soit à une élection présidentielle soit à un régime de transition.

Selon M. Andry Rajoelina, les Nations Unies ont parlé de deux choses : La première, la condamnation des actes de violence et des tueries qui n'est pas conforme aux droits de l'homme. La seconde, c'est le dialogue. M. Andry Rajoelina a déclaré qu'il est prêt à dialoguer mais à condition que cela mène vers une transition ou une élection présidentielle dans le plus bref délai.

Il a mentionné également dans sa déclaration que l'ONU est prête à envoyer des représentants pour faire le suivi et pour observer le déroulement de ce processus dans la légalité. M Menkerios fera immédiatement un compte rendu auprès du SG de l'ONU qui prendra ensuite les mesures nécessaires.

En attendant la lutte continue selon toujours M. Andry Rajoelina.

Traduction Déclaration de M Menkerios chez M. Andry Rajoelina.

« J'ai transmis le message au Président et aussi à M le Maire. Le Président reconnaît qu'il y a des problèmes et difficultés qui ont amené à des manifestations violentes. Le Maire lui aussi a reconnu qu'il y a une discorde.

Le SG appelle les deux parties quelque soit la divergence d'opinion à trouver des solutions pacifiques et démocratiques.

Si les deux parties acceptent, le SG est prêt à faire la médiation entre les deux camps. Le Président et le Maire ont accueilli cela positivement. Je vais faire mon rapport et le remettre au SG aussitôt que possible.

Le SG appelle la population à rester calme pour qu'il n'y ait plus de violence. Quelque soit leur demande, cela peut être amenée sur une table pour être discutée. Le SG est impartial.

Le SG a exprimé sa tristesse pour les pertes de vies humaines. Il appelle à ce que ceux qui sont responsables doivent être traduits en justice.

Je souhaite que la population de Madagascar puisse trouver une solution pacifique à ce problème

Interrogé sur le dialogue avorté en 2006 M Menkerios a déclaré que « **pour cette fois les deux parties ont accepté de faire ce dialogue et le SG est prêt à faire de la médiation. Si l'une des parties n'est pas sérieuse il peut annuler le dialogue.**

Le SG joue le rôle de facilitateur mais ce sont les deux parties qui négocient et qui fixent les questions qu'ils veulent discuter. Le SG n'est pas là pour imposer son ordre du jour particulier. L'objectif est d'arriver à un compromis. »

La rencontre avec les membres du FFKM a clôturé la visite officielle ce jour

Source :

http://www.snu.mg/new/sites/snu/article.php?article_id=783&lang=fr

11 FEVRIER 2009

L'impact des pillages des centres de commerciaux risque d'être fatal pour des centaines de sociétés. Après un premier constat mercredi et jeudi, la plupart des propriétaires que nous avons rencontrés sur les lieux des casses sont restés pessimistes au sujet de la poursuite de leurs activités .

. Même les dépôts de réserves ont été vidés de leurs contenus. Il faut recommencer à zéro tous les investissements. Plusieurs milliers d'employés se trouvent en chômage forcé pour une durée indéterminée. Le paiement des salaires et des indemnités de chômage reste incertain.

L'heure est encore aux inventaires pour toutes les victimes des pillages. Au Jumbo Score, la cinquantaine de boutiques de la Galerie Zoom, ainsi que la réserve de celle-ci sont totalement incendiées.

Il n'y a eu aucune marchandise récupérable, et selon le propriétaire de la zone Zital, le bâtiment fragilisé par la chaleur doit être rasé entièrement. Il en est de même pour les complexes spécialisés Citic et Supreme Center dont la réouverture de tous magasins reste incertaine.

De toutes les grandes surfaces de la capitale, il ne reste plus à l'heure actuelle que les Jumbo Score sur la route-digue et à Tanjombato, ainsi que les Leader Price d'Ankadimbahoaka et d'Ankorondrano. Mais leur réseau d'approvisionnement est aussi touché.

Les conséquences économiques des pillages ne concernent pas uniquement les victimes. Elles vont se propager dans plusieurs secteurs comme la communication ou l'artisanat. Le chômage grandissant et l'inflation entraîneront un ralentissement de la consommation. Le risque d'une explosion sociale n'est jamais aussi élevé.



Pillage et crise politique

L'économie malgache en chute libre

En moins de 24 heures, Madagascar perd son statut de pays stable et pacifique. Les pillages et les incendies de magasins constituent des précédents qui marqueront à jamais l'image de la Grande île.

« C' est une déconvenue cyclique », constate avec lassitude un des propriétaires de magasins incendiés à la Galerie Zoom d'Antananarivo. Opérateur d'origine française, il a la chance de posséder d'autres magasins à Antananarivo et en province. Il compte encore rouvrir son magasin à Antananarivo.

Mais les crises ne seront plus comme avant. Tout est désormais possible à Madagascar, et les opérateurs ne se sentent plus totalement en sécurité. Ceux qui sont déjà le récipiendaire à deux fois d'un tel drame auront déjà entendu l'explosion de ceux qui ont vécu les terribles événements du lundi noir 2007.

L'air est devenu en une journée pour la majorité des victimes des pillages. Beaucoup ont tout perdu ce lundi et ne pourront plus jamais relever la tête. C'est le cas de plusieurs propriétaires de magasins au Cité Centre à Bebovina.

Jusqu'à maintenant, le bilan chiffré des pillages fait défaut, mais les pertes enregistrées par chaque victime parlent d'elles-mêmes : 500 euros d'ordinateurs, un million de téléphones portables, tous les ouvrages d'une librairie. Le matériel est également perdu toute leur

Le milieu économique restreint qui se situe politiquement. Mais le fait que des grands magasins, comme le Jumbo, soient et Megro, la filiale de l'État de la Galerie Zoom et le royaume des nouvelles technologies comme Citic, soient malades effleurent même nos esprits.

Les dégâts matériels se chiffrent en milliards de dollars. Mais pour Madagascar, les pertes réelles à venir sont des emplois supprimés. Puisqu'une entreprise va décider d'être là ou le bras de fer politique ne signifie pas forcément mettre l'économie à genoux.

Les projets d'investissements étrangers seront éliminés en totalité, avec l'arrêt immédiat de la machine de production, certains pays ayant décidé de commander des produits ailleurs.

Ce sont surtout des pertes officielles à chiffrer, mais elles seront encore plus fortes à l'économie à l'heure où la crise mondiale fragilise déjà tout le tissu industriel du monde entier.

Malagasy Photojournalists



LE QUOTIDIEN

11 FEVRIER 2009

Forces Armées Un nouveau Cemgam

Le Président de la République, Marc Ravalomanana, a dirigé hier, au Palais d'Etat d'Iavolaha, un Conseil des ministres au cours duquel le nouveau Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée malgache (Cemgam) a été nommé. Il s'agit du Général de Brigade Edmond Rasokmahandry. Le Conseil a également procédé à la nomination du Deuxième Officier Adjoint de l'Etat-Major Général de l'Armée malgache en la personne du Colonel Emilien

Ramboasalama. D'emblée, le nouveau Ministre de la Défense nationale, le Vice-Amiral Mammy Ranaivoniarivo, qui a également effectué dans la journée d'hier la passation de pouvoirs avec son prédécesseur, Cécile Manoroahanta, laquelle s'est déroulée dans la fraternité selon ses propos, a souligné que ces différentes nominations s'inscrivent dans le cadre de la préservation de la sécurité et de l'ordre public.



Lors de la passation entre le Ministre de la Défense nationale sortant Cécile Manoroahanta, et son successeur, le Vice-Amiral Mammy Ranaivoniarivo



11 FEVRIER 2009

Haile Menkeiros

Les deux parties ont accepté le dialogue »

Le président de la République, Marc Ravalomanana a reçu de nouveau, hier matin, à Iavoloha, l'assistant du SG des Nations-Unies, chargé des Affaires politiques, Haile Menkeiros. Suite à ces différentes rencontres, ce dernier a déclaré que « le processus de facilitation commence parce que les deux parties ont accepté le dialogue vers une solution pacifique ». Par ailleurs, il a fait savoir qu'il va appeler la population au calme, et qu'il faut se donner le temps et la possibilité d'arriver à une solution pacifique.

En fin de matinée, le chef de l'Etat a reçu aussi les dirigeants du FFKM. Rencontre au cours de laquelle, Marc Ravalomanana, a annoncé que la liste des membres de la délégation du pouvoir en vue d'un dialogue est prête.

Recueillis par Dominique R.

MERCREDI 11 FEVRIER 2009

par Valis

Le bras de fer perdue

Jusqu'à maintenant, les appels de la Place du 13 mai n'ont pas été suivis par toute la population de la capitale. En dépit du martyr des manifestants le 7 février dernier à Ambohitsorohitra qui pouvait être le détonateur d'une explosion sociale contre le régime Ravalomanana, des fonctionnaires, des particuliers, des employés du privé se sont toujours livrés à leurs occupations quotidiennes. Les banques ont ouvert leurs portes. Les établissements scolaires également et les élèves ont repris le chemin de l'école. En quelque sorte les services publics continuent de fonctionner.

Certes les services centraux dans les ministères fonctionnent souvent au ralenti mais les services rattachés et périphériques poursuivent leur travail.

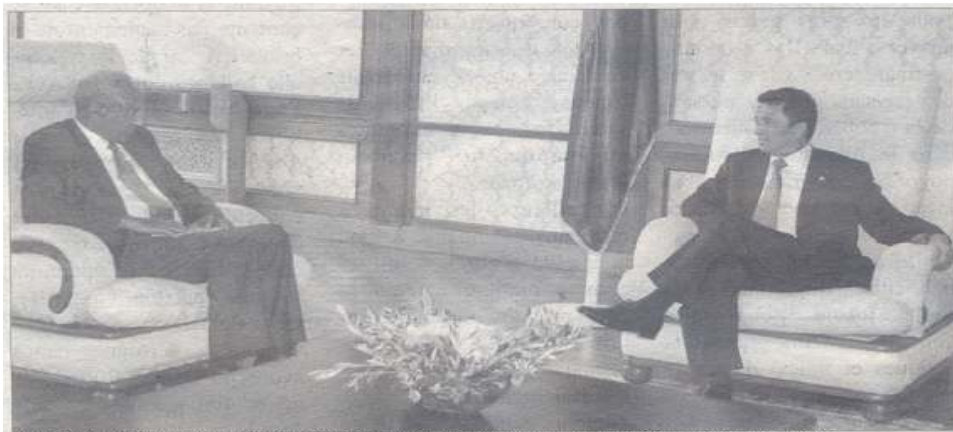
Expliquant quelque part cette hésitation de la population face à la grève générale qui n'est pas réellement observée, Monja Roindefo définit ce qu'il faut entendre par grève générale. « *Il ne s'agit pas de bloquer la machine administrative mais de sommer les dirigeants actuels d'arrêter les gaspillages et les détournements de deniers publics* ».

Quoi qu'il en soit, le regard d'un observateur remarque un certain essoufflement du mouvement. L'affluence sur la Place 13 mai donne l'impression d'un graphe en dents de scie mais c'est parce que le camp d'en face non plus ne prend aucune initiative convaincante ou s'il prend des décisions, ces dernières sont contestables ou prêtent à confusion que le bras de fer perdue.

Le stade de Mahamasina accueille ce jour, mercredi 11 février, anniversaire de l'assassinat du Colonel Richard Ratsimandrava, une démonstration de force du TIM et du régime en place. Les intimidations ou accusations indirectes proférées sur la Place 13 mai auront-elles raison de la conviction des simples membres du TIM ou des sympathisants du régime ? En tout cas, une troisième voix commence à s'élever car elle se sent prise entre le marteau et l'enclume. Elle veut vivre librement sa vie en rose dans ce contexte déjà ou surtout difficile.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Le-bras-de-fer-perdure,11100.html>

Sortie de crise Le Chef de l'Etat préconise une solution à la Malgache



Deuxième entrevue entre le Chef de l'Etat malgache et l'Assistant du SG de l'Onu

Le Président de la République, Marc Ravalomanana, a reçu hier, pour la deuxième fois, l'Assistant du Secrétaire Général des Nations Unies, chargé des Affaires politiques, Haile Menkeiros, lequel a déclaré, après les rencontres qu'il a effectuées la veille, que "le processus de facilitation commence" parce que "les deux parties ont accepté le dialogue vers une solution pacifique". Ce haut responsable des Nations Unies a déclaré qu'il "va appeler la population au calme et qu'il faut donner le temps et la possibilité d'arriver à une solution pacifique".

Pour rappel, M. Haile Menkeiros a proposé aux deux parties la volonté du SG des Nations Unies de tenir le rôle de facilitateur pour le dialogue.

Le Chef de l'Etat a également reçu les dirigeants du

Fikm auxquels il a adressé ses remerciements pour avoir accompli "leur devoir" et assumé leur responsabilité devant la situation actuelle. Le Président de la République a annoncé que la liste des membres de la délégation du pouvoir en vue d'un dialogue est déjà prête et a déjà été communiquée au Secrétaire Général' de l'Onu, Ban Ki Moon, par l'intermédiaire de Haile Menkerios. Il a fait remarquer que, s'agissant d'un problème proprement malgache, une solution à la Malgache et entre Malgaches devrait être trouvée et mise en oeuvre.

Enfin, le Chef de l'Etat, a remercié le Secrétaire Général des Nations Unies pour sa contribution et pour son assistance au profit de Madagascar.

Dans son intervention lors d'un Conseil des Ministres

qu'il a dirigé, le Président Marc Ravalomanana a encore une fois souligné qu'une des priorités est, au stade actuel des choses, le plein rétablissement de l'ordre public' et de la sécurité des biens et des personnes. Revenant sur les événements de samedi dernier, le Chef de l'Etat a exprimé sa tristesse et a déploré qu'il y ait eu

mort d'homme. Toutefois, a-t-il fait remarquer, tous les pays du monde recèlent leurs zones rouges (ndlr : pour le cas de samedi, toute la proximité du Palais d'Etat

d'Ambohitsorohitra en est une, les bâtiments du Ministère des Finances, du Trésor et de la Banque Centrale le jouxtant), et leur protection, ainsi que leur préservation, sont consacrées par les législations nationale et internationale en vigueur.

Le Président de la République a également révélé que, outre son appui dans la recherche d'une solution viable pour une sortie de crise, le Secrétaire Général des Nations Unies est disposé à aider dans la préparation à l'accueil du Be Sommet de l'Union africaine qui se tiendra à Madagascar au mois de juillet prochain.



Deuxième rencontre également avec les Chefs d'Eglises du Fikm



11 FEVRIER 2009

Midi Madagasikara 11/02/09''

Politique

Alain Joyandet et Amara Essy dans nos murs

Médiation. Les deux émissaires auront pour mission d'évaluer la situation dans le pays. Ils apporteront également leur médiation.

- Le Secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie, Alain Joyandet débarque aujourd'hui dans la Grande île. D'ailleurs, il a déjà fait une annonce sur le canal « i télé », jeudi dernier, comme quoi il s'est dit prêt à venir à Madagascar si

cela s'avérait nécessaire. Il sera à la tête d'une délégation qui aura notamment pour objectif d'évaluer la situation à Madagascar. En outre, le Secrétaire d'Etat a déclaré que *« Compte tenu des événements de samedi dernier et de l'inquiétude légitime qu'ils suscitent au sein de la communauté internationale, nous souhaitons, avec les Comores, Maurice et les Seychelles, - voisins, comme nous, de la Grande île - délivrer un message d'apaisement à la population malgache et inviter chacune des parties à trouver les voies et moyens d'une sortie de crise »*. Le

ministère français des Affaires étrangères a de son côté indiqué que l'ambassade avait vu ses effectifs renforcés, et que des messages de prudence étaient diffusés à la communauté française.

Va-et-vient. De son côté, la commission de l'Union Africaine a également dépêché un émissaire. Il s'agit de Amara Essy qui est censé être dans nos murs depuis hier, tard dans la soirée. Ce dernier n'en est pas à son premier séjour dans la Grande île. En effet, lors des événements de 2002, il était alors Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité

Africaine. Amara Essy a apporté son concours pour « régler » le conflit qui a opposé le camp de l'amiral Didier Ratsiraka et les partisans de Marc Ravalomanana. Ce qui lui a valu des va et vient entre Dakar et Antananarivo avec notamment les accords de Dakar. Sur le rôle de ces deux émissaires, Alain Joyandet et Amara Essy vont-ils coordonner leurs actions ou vont-ils aller en « ordre dispersé ». Etant donné que leurs séjours respectifs dans la Grande île coïncident.

Recueillis par
Dominique R.

Fusillade à Ambohitsorohitra

La Croix Rouge compte plus de 400 blessés et une cinquantaine de morts

Comme nous l'avons annoncé dans nos colonnes hier, la Croix Rouge malagasy a sorti le bilan de leurs interventions au cours de la journée de tuerie du samedi 7 février dernier à Ambohitsorohitra. Selon ce rapport, le nombre de blessés traités sur place était de 347, dont la prise en charge était assurée par les 3 postes de secours de la Croix Rouge établis dans trois endroits différents (sur le parking près du Cinéma Roxy à Antanimarefina, près de l'ambassade de France à Ambatomena, et au siège de la



CR à Tsaralalàna). Les fractures, écorchures et entorses étaient les cas fréquents retrouvés chez les victimes. Tandis que ceux évacués à Hija étaient de 86, avec des blessures plus importants. Ce qui donne un total de 433 blessés. En outre, le nombre de morts n'a pas été précisé mais est estimé à environ une cinquantaine, toujours d'après le bilan.

Notons que ces chiffres n'incluent pas encore les blessés emmenés dans les autres hôpitaux tels que Befelatanana et l'Homi à Soavinandriana.

Sandra R.

FORCES ARMÉES

Le Chef d'Etat -major remplacé

Deux des trois premiers responsables de l'état-major mixte opérationnel (EMMO/ Nat) ont été remerciés en l'espace de 15 jours, pendant la crise politique.

La valse au sein du haut commandement de l'armée continue.

Après le changement à la tête du commandement à la Gendarmerie nationale, le chef d'état-major général de l'armée est aussi touché par le phénomène.

Le général Lucien Rakotoarimasy n'est plus le chef d'état-major général de l'armée (CEMGAM). Il est remplacé par le général Edmond Ernest Rakotomahandry. La décision a été prise au cours du conseil des ministres hier.

Mais le général Rakotoarimasy n'est pas le seul à avoir été relevé de ses fonctions. Son deuxième adjoint a également cédé sa place au colonel Emilien Ramboasalama.

L'Exécutif semble vouloir aller vite dans la réorganisation à la tête de l'armée. La passation de pouvoir entre Cécile Manorohanta et le nouveau ministre de la Défense nationale, le viceamiral Mamy Solofoniaina Ranaivoniarivo a eu lieu moins de 24 heures après la démission de la première. Celle du CEMGAM aurait été beaucoup plus rapide dans la mesure où elle a eu lieu le jour même de la nomination.

Remue-ménage

Le vice-amiral Solofoniaina Ranaivoniarivo a expliqué les changements au sein du commandement de l'EMGAM par une nécessité technique. « Il s'agit d'une preuve de prise de responsabilité

pour rétablir au plus vite la Lucien Raharijaona, commandant de plus anciens et plus hauts gradés au



Le général Lucien Raharijaona (à g.) et le général Rakotoarimasy tous deux remplacés à 15 jours d'intervalle.

sécurité et la paix », a-t-il soutenu.

Dans une certaine mesure, le changement à la tête de l'état-major général de l'armée peut être perçu comme une suite logique du remaniement gouvernemental. Mais le remplacement obéit également à la tendance de renouvellement des premiers responsables des forces de l'ordre opérée depuis deux semaines.

A l'heure actuelle, deux des trois hauts responsables au sein de l'État-major mixte opérationnel (EMMO/Nat) ont donc été remerciés en moins de 15 jours. Le général

la Gendarmerie et commandant des forces mixtes a été remplacé le 29 janvier par le général Pily Gilbain, au lendemain des deux journées de pillages dans la capitale. C'est dans un remue-ménage que des voix s'élèvent au sein de l'armée. Un communiqué s'apparentant à une sonnette d'alarme d'un collectif des officiers face à la crise politique actuelle a circulé, hier.

Le vice-amiral Hyppolite Rarison Ramarason persiste également dans sa démarche de recherche de voie de sortie de crise. L'un des

sein des forces armées suggère une tête-à-tête entre le président Ravalomanana et Andry Rajoelina, " préalable aux négociations futures ", selon ses termes. Il prépare des lettres adressées aux protagonistes dans ce sens. " La plaie ouverte en 2002 n'est pas encore fermée ", a-t-il soutenu, laissant entendre la nécessité de tout remettre à plat, qu'il s'agisse de la crise en elle-même, que des dommages collatéraux générés par celle-ci.

Iloniaina Alain

11 FEVRIER 2009

Midi Madagasikara no. 7756 du mercredi 11 février 2009

Politique

Verdict du Conseil d'Etat ce jour

TGV contre PDS.

L'issue de la demande de sursis à exécution de l'arrêté instituant une Délégation spéciale au sein de la (UA sera connue dans la matinée.

Urgence. Le Conseil d'Etat présidé par Noro Robinson Elisabeth - avec Andrian-janahary Philippe comme commissaire (je la loi - statuera ce jour sur la demande de sursis à exécution de l'arrêté n01919/2009 du 03 février 2009 instituant une Délégation spéciale au sein de la Commune Urbaine

d'Antananarivo. Une demande qui a été déposée en même temps que le recours en annulation pour excès de pouvoir. « *L'instruction de la demande de sursis est poursuivie d'extrême urgence sans qu'il y ait lieu à attendre les observations de la partie défenderesse* », stipule l'article 187, alinéa 1^{er} de la loi n02004-036 du 1^{er} octobre 2004 relative à l'organisation, aux attributions, au fonctionnement et à la procédure applicable devant la Cour suprême et les trois Cours la composant.

3 jours. L'alinéa 2 d'ajouter que « *la Cour statue dans un délai de trois jours* ». La demande ayant été déposée

le 4 février, le Conseil d'Etat aurait dû en principe rendre son arrêt le 7 février, mais c'est sans compter les deux jours non ouvrables de samedi et dimanche. En tout cas, le jour d'audience du Conseil d'Etat qui doit statuer dans la sérénité malgré la crise actuelle, est le mercredi. La demande de Andry Rajoelina est belle et bien inscrite au rôle d'audience de ce mercredi 11 février 2009. L'arrêt du Conseil d'Etat sera notifié dans le délai de 24 heures aux parties en cause ainsi qu'à l'auteur de la décision, c'est-à-dire au maire élu Andry Rajoelina, au PDS Guy Rivo Randrianarisoa et au ministre de l'Intérieur, Gervais Rakotonirina.

Décision. Selon le camp de Andry Rajoelina, le PDS mis en cause ne devrait pas faire quoi que ce soit, en attendant le verdict du Conseil d'Etat. Et ce, en se basant certainement sur l'article 189 de la même loi, « *les effets de la décision, objet de la demande de sursis, sont suspendus, à compter de la date du dépôt de la requête jusqu'à la notification de l'arrêt de la Cour* ». L'autre partie, celle du PDS, s'appuie probablement sur l'article 186 qui dispose que « *le recours contre une décision administrative n'en suspend pas l'exécution s'il n'en est autrement ordonné par la Cour à titre exceptionnel* ». Le même article de poursuivre que « *en aucun*

cas, le sursis ne peut être ordonné à l'exécution d'une décision intéressant l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics ».

Fond. Laquelle des deux parties aura gain de cause? D'une chose, on est sûr, le Conseil d'Etat se prononcera uniquement ce jour sur la demande de sursis à exécution et non sur le recours en annulation pour excès de pouvoir. Autrement dit, la question de la nomination par le ministre de l'Intérieur d'un PDS ne sera pas tranchée sur le fond. Qui plus est, Andry Rajoelina a aussi placé un PDS bis alors qu'il aurait dû, pour s'en tenir à la légalité, déléguer ses pouvoirs à l'un de ses adjoints.

R.O



« Pour une représentation accrue des femmes dans les affaires publiques »

Appel du VMLF :

**TIRER LES LEÇONS DE L'HISTOIRE
SORTIR DE LA CRISE
RECONSTRUIRE A COURT TERME**

Le sang de nos compatriotes a coulé : nous en sommes meurtries !!!

Dans cette situation de pertes de vies humaines et de blocage de la vie nationale, les femmes membres de Vondrona Miralenta ho an'ny Fampanandrosoana (VMLF) estiment qu'il n'y a plus lieu de prendre partie pour tel ou tel camp ; il faut placer l'intérêt de la nation au-dessus de toute considération partisane.

C'est donc en notre âme et conscience, avec le plus de sérénité possible, que nous déclarons que les forces qui s'affrontent depuis quelques semaines partagent la responsabilité de la catastrophe actuelle.

L'histoire récente de Madagascar a démontré que ce sont les pratiques politiques caractérisées par la lutte pour le pouvoir entre les politiciens, la démocratie bafouée, la mauvaise gouvernance, l'injustice sociale, la défense des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général et l'instrumentalisation de la population par des propos démagogiques, qui ont plongé le pays dans les crises successives. C'est le même processus qui a abouti aux crises politiques de 1972, de 1991, de 2002, et à la crise actuelle.

Soucieuses de contribuer au changement dans les pratiques politiques à Madagascar, les membres de VMLF posent comme base minimale du code de conduite des dirigeants, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, les principes suivants :

- renoncer aux déclarations véhiculant des informations fausses, sources de confusion, de peur ou de haine irraisonnées dans l'esprit de la population ;
- écouter la/les minorité(s), dans le respect de la liberté d'opinion, même lorsqu'on a été élu par une majorité (d'ailleurs toujours relative) ;
- respecter la séparation de la gestion des affaires publiques de celle des activités religieuses et économiques privées.

Le déblocage de la situation actuelle passe par la création immédiate d'une instance totalement neutre, indépendante, qui s'attelle urgemment à la mise en place d'une institution transitoire chargée notamment de :

- apporter les améliorations nécessaires à la Constitution et au Code électoral ;
- concevoir les mécanismes garantissant la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, afin de prévenir les tentatives d'accumulation du pouvoir aux mains d'un individu ou d'un parti ;
- assurer l'effectivité de la décentralisation, en donnant à chaque instance la responsabilité et les moyens de la pratiquer ;
- préparer et organiser des élections qui commenceront par la base (niveau communal) et se termineront par la présidentielle, et ce dans les meilleurs délais (mi-2010 au plus tard) ;
- assurer l'égalité de genre, c'est-à-dire une représentation équitable et équilibrée des femmes et des hommes à tous les niveaux de décision, pour rattraper notre retard (Madagascar est au dernier rang dans la SADC en termes de pourcentage de femmes au Parlement).

Pour que toutes ces morts ne soient pas en vain, nous devons apprendre des pratiques politiques saines, nous devons changer, pour progresser vers une société plus moderne, plus tolérante, plus équilibrée.

11.02.2009

MERCREDI 11 FEVRIER 2009

Par [Valis](#)

Armée malgache

Au bord du désarroi ?

La démission de Dominique Manorohanta Cécile de son poste de ministre de la Défense a bouleversé l'Armée malgache. Le motif est qu'elle désavoue la politique du gouvernement. Aussitôt après, le chef d'Etat major général de l'Armée malgache (CEMGAM), le Général Lucien Rakotoarimasy a été démis de son poste à quelques mois seulement de fonction. Sa tête ne plaît pas au vice-Amiral Ranaivoniarivo Mamy Solofoniaina, nouveau ministre de la Défense. Il en est de même de son Adjoint.

Le nouveau CEMGAM est le Général de Brigade Rasolomahandry Edmond. Son Adjoint est dorénavant le Colonel Ramboasalama Emilien. Le Général Rasolomahandry est connu pour avoir dirigé la mission de pacification à Toamasina en 2002. Il a déjà occupé le poste d'Adjoint du CEMGAM.

Avec ces changements répétés à la tête de l'Armée malgache, on devrait s'attendre à des changements également au niveau des postes de commandement. Mais dans le contexte de désarroi dans les rangs des officiers et des officiers supérieurs, à la suite du carnage d'Ambohitsorohitra, surtout avec cette grogne dans les rangs des sous officiers, si l'on se réfère aux communiqués lus dans les radios de la capitale, l'Armée est fortement ébranlée. Et des changements trop fréquents risquent, notamment dans le corps de commandement, de porter atteinte à la solidarité dans l'Armée.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Au-bord-du-desarroi,11101.html>

11 FEVRIER 2009

Economie

Midi Madagasikara no. 7756 du mercredi 11 février 2009

Les appuis budgétaires en question

Coopération. Les appuis budgétaires dont la suspension fait actuellement l'objet de polémique sont d'une importance particulière pour le pays dans la mesure où ils permettent de réaliser les objectifs de la réduction de la pauvreté.

C'est pour cette raison d'ailleurs que la dénomination de ces appuis comporte toujours le mot «pauvreté». Pour le FMI, les appuis budgétaires se matérialisent à travers la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance. Un autre grand bailleur de fonds, en l'occurrence la BAD appuie la Grande Ile dans le domaine budgétaire à travers le Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté Phase 2 (PABRP2)

MAP et OMD. Approuvé en juillet 2008 par le conseil d'administration du Fonds africain de développement (FAD), pour un montant de 97 millions de dollars US, le PABRP-II a pour objectif de contribuer à la mise en œuvre du MAP (Madagascar Action Plan, 2007-2012) en vue de réduire la pauvreté à Madagascar, conformément (à) aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).



Il est concentré autour de deux composantes: appui au renforcement de la gestion des ressources publiques; et appui au secteur de l'eau et de l'assainissement.

Ces deux réformes sont censées avoir des impacts économiques intéressants. Ainsi le renforcement de la gestion des ressources publiques contribuera à une mise en œuvre du MAP plus efficace. Ceci aura un impact positif sur le cadre macro-économique, la réduction de la pauvreté ainsi que sur d'autres indicateurs socio-économiques.

Gouvernance et développement. Le renforcement des capacités institutionnelles dans le secteur de l'eau et l'assainissement contri-

buera positivement à la réalisation des objectifs du MAP dans ce secteur. L'augmentation de l'accès à l'eau et l'assainissement aura un impact sur la santé et l'éducation notamment des femmes ainsi que d'autres indicateurs socio-économiques. L'opération est conforme au document de stratégie pays 2005-2009 de la Bad qui a comme piliers la gouvernance et le développement de l'infrastructure rurale. Elle s'inscrit comme une suite naturelle de la première opération dont l'exécution globalement satisfaisante s'est achevée dans un secteur où la Banque, en étroite collaboration avec le gouvernement et les autres partenaires au développement, s'est fortement impli-

quée ces dernières années.

Multibailleur. Ce programme qui couvrira une période de 30 mois à partir de juillet 2008, est exécuté dans le Cadre de Partenariat déterminant les engagements réciproques du gouvernement de Madagascar et des partenaires au développement. Outre la Banque africaine de développement, ce sont la Banque mondiale, la Commission européenne, la France et l'Allemagne. Un programme multibailleur en somme.

Rappelons que le montant des engagements de la Banque à Madagascar depuis 1977 s'élève à plus d'un milliard de dollars US, pour 71 opérations.

R. Edmond

11 FEVRIER 2009

PAGE 2 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU MERCREDI 11 FÉVRIER

CONTRE MANIFESTATION

Le TIM se mobilise à Mahamasina

Les supporters du chef de l'État se retrouveront à Mahamasina ce jour pour une démonstration de force dans la capitale.

Les partisans du président Ravalomanana lancent une contre-offensive des manifestations tenues par Andry Rajoelina sur la Place du 13 Mai. Ils se donnent rendez-vous ce jour au stade de Mahamasina pour une démonstration de force.

« Nous voudrions nous exprimer publiquement après nous être tus. Nous souhaitons travailler sereinement et avoir la paix, nous sollicitons également le rapprochement des deux camps le président Ravalomanana et Andry Rajoelina », a déclaré hier le député Rahariso Andriantondro, porte-parole et membre du bureau politique du TIM.

Le parti présidentiel veut laisser large au cours de la manifestation. « Il ne s'agit pas seulement d'une manifestation du TIM mais aussi de plusieurs groupements ayant les mêmes aspirations », a précisé le parlementaire.

Il a quand même laissé entendre un soutien indirect au chef de l'État dans la crise politique actuelle dernière



De g. à dr., Rahariso Andriantondro, le porte-parole du TIM, et son président national, Yves Razafimanantsoa.

opération. « Il ne s'agit pas d'une manifestation de soutien au président de la République mais plutôt d'une recherche de la paix, incarnée par le président Ravalomanana, face aux troubles, peseront

par Andry Rajoelina », a-t-il indiqué.

Après s'être mués dans le silence, voilà que les partisans du pouvoir se décident à entrer en scène. « Nous allons remplir le stade

Mais au lieu de cela, nous préférons rester à Mahamasina », a promis le porte-parole du parti présidentiel. « Certes, l'interdiction est interdite par le gouvernement, mais nous avons demandé une autorisation spéciale pour le rendez-vous de demain (ce jour), a-t-il assuré.

Les partisans du président Ravalomanana déclarent donc être prêts à jouer le jeu de Andry Rajoelina, en organisant une manifestation de démonstration de force. « Mais nous ne craignons pas les affrontements. L'autre camp a déjà fait savoir qu'il condamne la violence », a-t-il affirmé.

Face à la contre-offensive, Andry Rajoelina a pris la décision de temporiser et se montre serein. « Nous sommes démocrates et nous acceptons que les autres s'expriment. Pour notre part, nous resterons tous à la maison demain (ce jour). Par contre n'ira travailler. Nous distinguons le bon grain de l'ivraie », a-t-il lancé sur la Place du 13 Mai.

Henriette Alain

11 FEVRIER 2009

Gros succès de la manifestation pacifique au Stade de Mahamasina (+Images)



Stade de Mahamasina - Rassemblement du mercredi 11 février (Primature)

Suite à l'appel à la mobilisation par le parti présidentiel TIM à Mahamasina, des dizaines de milliers de personnes se sont réunies dans le stade de la capitale pour manifester leur soutien au président, et leur désapprobation du mouvement d'Andry Rajoelina. On ne connaît pas leur nombre exact mais il est estimé entre 25 000 (RFI version française), 30 000 (RFI version anglaise) , 40 000 (BBC) et 50 000 (DPA équivalent AFP allemand)

Ainsi vers 13H heure malgache, on pouvait constater que les gradins et les tribunes du stade de Mahamasina, étaient remplis malgré la pluie battante. Les personnes qui n'avaient plus de place ont du rester sur la pelouse. La foule s'est acclamée lors du passage d'une banderole sur laquelle était écrite « Tsy Mila TGV » (« Nous ne voulons pas de TGV »). Quelques artistes sont venus soutenir le mouvement, ainsi que les ministres du gouvernement en place menés par le Premier Ministre Charles Rabemananjara.

Le regard de la presse étrangère

On pouvait lire dans la presse aujourd'hui des témoignages de personnes qui ne se reconnaissent pas dans l'insurrection populaire de ces derniers jours et qui souhaiteraient un retour au calme.

« Le message fort de ce meeting, c'est de démontrer à Madagascar et sur la scène internationale que la voix du peuple n'est pas celle véhiculée sur la place du 13-Mai et que le peuple est majoritairement derrière le président », a expliqué un député du TIM qui a requis l'anonymat.

« Moi, je suis là aujourd'hui pour soutenir le pouvoir actuel. Je veux travailler et je ne veux pas qu'il y ait de coupure. Bientôt, on va se retrouver sans travail et c'est pas M. Rajoelina qui va me payer mon salaire. Toute l'économie s'est arrêtée à cause de ce monsieur-là », a déclaré à l'AFP Lalah, un chauffeur de 43 ans.

« Le peuple a mis le président (au pouvoir). Si le président accepte une transition, ce sera une trahison. Le peuple a donné le pouvoir à une seule personne, pas à plusieurs. Ce n'est pas négociable », a-t-il ajouté.

« On est là pour défendre la légalité et on ne veut pas de bandits comme ça. C'est pour la Nation. On ne veut pas retourner en arrière » a pour sa part expliqué à l'AFP Rasolo, 50 ans, travaillant dans le transport de marchandises.

De son côté BBC a titré "Madagascar crowds brave cyclone" et a expliqué que 40 000 personnes ont bravé le cyclone Gaël pour venir à cette manifestation pacifique dans le but de soutenir le président. Toujours d'après BBC, "une certaine frustration émerge de plus en plus à cause de la situation d'impasse provoquée par Andry Rajoelina et dans laquelle se trouve le pays".

Le Président semble avoir gagné des points suite à cette démonstration de force juste un jour après la manifestation d'Andry Rajoelina pour présenter 4 de "ses ministres" et qui a mobilisé 5 000 sympathisants sur la place du 13 Mai. Cette manifestation était d'autant plus importante car les médiateurs sont désormais tous sur place (ONU, UA, COI, France) et les longues tractations vont commencer.

Source : <http://www.topmada.com/2009/02/gros-succes-de-la-manifestation-pacifique-au-stade-de-mahamasina/>

L'EXPRESS DE MADAGASCAR MARDI 11 FEVRIER 2009

ANDOHAN'ANALAKELY

Des affrontements font 19 blessés

Des affrontements ont éclaté entre des manifestants et les forces de l'ordre hier après-midi. Dix-neuf personnes ont été blessées.

Des affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants ont fait 19 blessés à Andohan'Anafakely. Six d'entre eux ont été atteints de balles: trois sont gravement blessés, tandis que les projectiles n'ont fait qu'effleurer les trois autres. Dans le camp des forces de l'ordre, trois policiers sont dans un état inquiétant, des pierres les ayant atteints en plein tête. Les autres victimes souffrent de contusions et... de fractures. Par ailleurs, deux véhicules stationnés dans la caserne du Premier régiment militaire (RM1) ont également été endommagés.

Vers 15 heures, un nuage de fumée toxique enveloppait le ciel. Les éléments de l'Etat major mixte opérationnel (Emmonat) qui bloquaient l'accès vers Anosy et Ambohitovo ont lancé quelques dizaines de bombes lacrymogène pour disperser la foule qui tentait de passer de force en les couvrant de jets de pierres. Dans la panique, des manifestants couraient dans tous les sens à chaque explosion.

L'échauffourée a duré



Les manifestants tentent de contrer les barrages à coups de pierres.

près de trois heures. Sept hommes ont été blessés pendant les bousculades qui se sont produites.

Bombes lacrymogènes

Six ont été conduits à l'HJRA: deux sont placés sous soins intensifs. L'un est âgé de 56 ans. Victime d'une fracture du fémur, il aurait trébuché en essayant

de s'enfuir. Un homme de 35 ans est également gardé à l'hôpital. Il souffre d'une fracture au niveau de la rotule. Lorsque les bombes lacrymogène ont été lancées, deux manifestants ont été atteints par des débris. Un éclat a blessé un homme de 39 ans en plein front. Un trentenaire a été blessé par une goupille. Vers 17 h 30, les forces de l'ordre se sont

repliées dans la caserne du RM1. Des manifestants se sont alors approchés pour leur lancer des pierres. Elles sont revenues à la charge et ont ouvert le feu à balles réelles. Des manifestants ont été repoussés du côté d'Antanimena, d'autres les ont chargés vers Ambanidia faisant 13 autres blessés.

Set
h
Andramahasina

L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU MERCREDI 11 FÉVRIER 2009

GOVERNEMENT DE « TRANSITION »

Andry TGV nomme quatre ministres

La « transition » de Andry Rajoelina met en place les dispositifs nécessaires. La nomination des ministres au sein du gouvernement Monja Roindefo a débuté hier.

MONJA Roindefo, Premier ministre désigné par le dirigeant du mouvement de contestation Andry Rajoelina, commence à composer les membres de son gouvernement. Il a présenté, hier sur la place du 13 mai à Analakely, la première vague de ses ministres qui se chargeront du bon fonctionnement de la machine administrative.

Le contrôleur général de la police nationale, Organès Rakotomihantanzaka, est ainsi nommé ministre de la Sécurité intérieure. Le département de l'Intérieur et de la réforme administrative est confié à Manantsoa Masimana qui n'est autre que "actuel directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur du gouvernement Charles Rabeamananjara.

Le jeune maire indépendant élu à Ankadinandriana dans le district



Les ministres encadrant Monja Roindefo (3^e à d.) et Andry Rajoelina.

d'Antananarivo Avaradrano, Hajo Andrianainarivelo, quant à lui est désigné ministre de la Décentralisation et de l'administration du territoire. Et l'opérateur économique Benja Razafimahaleo, directeur général de Sacimen,

s'occuperait du ministère des Finances et du budget.

Nomination stratégique

Le « Premier ministre » Monja Roindefo a soulevé, hier sur la place du 13 mai, la compétence de ces nouveaux ministres pour justifier son choix. Il a déclaré

que ces membres du gouvernement de transition sont capables de sauver la nation de la crise. « Les mem-

bres du gouvernement dont la nomination s'effectue successivement seront au grand complet en fin de semaine », a-t-il promis aux manifestants.

En réalité, la désignation des quatre ministres est plutôt stratégique. Le changement de camp de Manantsoa

Masimana s'analyse comme un coup de théâtre au préjudice du pouvoir dirigé par le président de la République, Marc Ravalomanana. « Nous souhaiterions qu'il reçoive la bénédiction du corps des administrateurs civils », a ajouté Monja Roindefo.

Même cas pour le général de la police, Organès

mihantanzaka, dont la nomination sert de clin d'œil aux membres de la grande famille de la Police

« La peur ne nous permet pas d'avancer. Je ne me sens pas comme un rebelle. C'est par amour de mes concitoyens que j'accepte la désignation », a-t-il soutenu hier après-midi au Tranom-

pokonononà Analakely. Il a voulu lancer un appel aux policiers afin que ces derniers

rejoignent le mouvement.

Dans le milieu politique, l'ancien sénateur Bruno Betiana, un des dirigeants de la plateforme de l'opposition, s'est abstenu de tout commentaire envers la personnalité des nouveaux ministres. Il s'est contenté d'avancer que la situation actuelle exige beaucoup de courage chez les nouveaux responsables.

« Le poste de ministre reste toujours un poste politique. Il faut que les ministres aient leur vision politique. Un gouvernement de techniciens ne répond jamais aux attentes des citoyens », a-t-il expliqué au téléphone en prenant comme exemple la « mauvaise expérience » de Marc Ravalomanana.

Fano Rakotondrazaka

Des parcours divers

Les quatre nouveaux ministres de la Transition ont chacun leur parcours politique avant d'être nommés membres du gouvernement. Organès Rakotomihantanzaka était directeur de cabinet de Jean Eugène Voinahatsy à la vice-présidence de l'Assemblée nationale. Il était sénateur lors de la précédente législature.

Le nom de Benja Razafimahaleo coïncide aussi au parti Leader Fanilo comme celui de son frère, feu Herizo Razafimahaleo, président-fondateur de la formation. Hajo Andrianainarivelo, quant à lui, exerce une politique proche de la population en remportant deux fois la victoire aux élections de maire d'Ankadinandriana Avaradrano.



11 FEVRIER 2009

--

Midi Madagasikara n° 7756 du mercredi 11 février 2009

Gouvernement de transition Quatre ministres nommés

Première vague. Rakotomihantarizaka Organès pour la Sécurité Intérieure, Andrianainarivelo Hajo pour la Décentralisation et l'Aménagement du Territoire, Masimana Manantsoa pour l'Intérieur et la Réforme Administrative et BeRja Razafimahaleo pour les Finances et le Budget. Le président de la transition Andry Rajoelina a laissé le choix au « Collectif des officiers » pour la nomination du ministre de la Défense dont le nom sera connu ce jour. D'après le premier ministre de la Transition Monja Roindefo, les membres de son gouvernement seront au grand complet avant la fin de cette semaine. ((*On va mettre en place une équipe jeune* », a déclaré hier sur la Place du 13 mai Andry Rajoelina. Le premier ministre Monja Roindefo a fait savoir qu'il essaie de respecter le principe de hiérarchie, d'ancienneté, de grade et de corps dans la formation de son gouvernement. ((*Les membres du gouvernement de transition prendront leurs fonctions lundi prochain.* », a-t-il annoncé hier.

A la fois techniciens et politiciens. Les quatre ministres nommés hier ne sont pas des inconnus. Ce sont des techniciens, certes, mais on connaît leur passé politique ou les partis auxquels ils sont affiliés. Le gai Rakotomihantarizaka a été membre du TIM. Le président Ravalomanana l'a nommé sénateur en 2002. Andrianainarivelo Hajo a été maire d'Ankadinandrina (Antananarivo Avaradrano) durant trois mandats. Militant à l'époque au sein du « Hetsik' Avaradrano », Hajo Andrianainarivelo a fait son retour à la tête de la commune d'Ankadinandrina lors des dernières communales. Quant à l'administrateur civil Masimana Manantsoa, il militait dans le « Monima » depuis la classe de 4^e. Cet ancien directeur de Cabinet du ministère de l'Intérieur est donc un proche de son PM. Le Centralien Senja Razafimahaleo, frère cadet de feu Herizo Razafimahaleo, est l'actuel premier vice-président du Leader-Fanilo. C'est un membre actif de la plate-forme de l'opposition et un habitué de la Place du 13 mai. Jusqu'ici, l'équilibre régional est respecté. Ces quatre ministres représentent trois régions différentes: Analamanga, Atsimo Andrefana et Amoron'i Mania.

RAJAOFERA Eugène

JEUDI 12 FEVRIER 2009

Les étrangers à la rescousse

Par Valis

A près d'un mois de la crise politique à Madagascar, les étrangers accourent. Les Nations unies (ONU) ont été les premières à rappeler les parties en conflit à l'ordre. La France elle non plus ne peut pas rester indifférente. L'Afrique avec l'Union Africaine et les îles environnantes plus proches sont, elles aussi, préoccupées. Tous se souviennent de la crise de 2002 et de ses conséquences dans la région et dans les relations internationales, bilatérales ou multilatérales.

Pour qu'une autre crise ne traîne aussi longtemps tel en 2002, l'ONU a cette fois décider d'envoyer son secrétaire général adjoint, le plus expérimenté en affaires politiques, Haile Menkerios. Il est déjà en action après seulement quatre jours dans le pays. Les négociations ont commencé hier 11 février et c'est un bon début, remarque l'ambassadeur américain.

La Commission de l'Océan Indien (COI) elle aussi, est arrivée hier 11 février en fin d'après-midi. Cette délégation est composée de six personnalités conduites par l'ambassadeur des Comores auprès de l'Union européenne. On relèvera parmi cette délégation, la présence du ministre français à la Coopération et à la Francophonie, Alain Joyandet et celle de l'ancien président de l'Ile Maurice.

On attend aussi ce jour, jeudi 12 février, l'arrivée de Amara Essy, émissaire de l'Union Africaine.

Toutes ces délégations étrangères sont unanimes à dire qu'elles sont là pour évaluer la situation. Elles laisseront la médiation, qui a déjà été enclenchée par l'ONU sous la conduite de la fédération des églises chrétiennes (FFKM), poursuivre son cours.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Les-etrangers-a-la-rescousse,11114.html>

12 FEVRIER 2009

Cahier détachable

Le TIM fait le plein

Mahamasina. Les partisans du TIM ont répondu massivement à l'appel du bureau politique hier afin de montrer leur soutien au Président Ravalomanana.

Démonstration. Les partisans du Tiako i Madagasikara étaient venus massivement au stade municipal de Mahamasina hier, afin de montrer leur soutien au Président Ravalomanana. Une véritable marée humaine a répondu à l'appel du bureau politique du parti, et ce, bien malgré la pluie. Outre les tribunes et les gradins, la pelouse était également bondée par une foule survoltée, avec des banderoles montrant des messages de soutien pour le président fondateur du TIM. Plusieurs

Charles Rabemananjara, accompagné de plusieurs membres du gouvernement. Entre autres, Bakolalao Ramandraibe, Hajarina Razafinjato, Marcel Ranjeva, Abdoul Salame, Panja Ramanoelina, Stangéline Ralambomanana, ainsi que de nombreux parlementaires.

Majorité silencieuse. Le président national du TIM et non moins président de la chambre haute, Yvan Randriasandratriniony, qui a lu à l'occasion un message du président Ravalomanana, a annoncé que "nous avons organisé ce rassemblement afin d'exprimer notre soutien au président élu démocratiquement". Il a considéré cette réunion comme "l'expression de la voix de la majorité silencieuse". Yvan Randriasandratriniony a également remercié le Secrétaire

de "respecter les institutions légales et de faire confiance au régime en place". "Nous restons derrière le Président Ravalomanana pour les différents travaux accomplis depuis son accession au pou-

voir afin de réaliser les programmes de développement", a souligné le président du Sénat. Dans son message, le Président Ravalomanana a fait la promesse de rester au pouvoir tout en

lavoaloha : Alain Joyandet reçu par Ravalomanana

KIMMD. Pour un blocage de la machine administrative

Le palais Ambohitso-





JEUDI 12 FEVRIER 2009

L'exception et la règle

par Valis

Le rassemblement du TIM et des sympathisants du régime Ravalomanana d'hier mercredi 11 février 2009 a fait l'objet de toutes les diabolisations de la part du camp adverse sur la Place 13 mai et sur les ondes alliées. Les artistes de renom qui devaient animer la manifestation ont dû y renoncer de peur pour leur sécurité, de peur pour leur vie, leurs biens et leur activité. Les responsables des écoles catholiques de la capitale eux aussi ont été contraints de prendre des décisions. Ils ont dû décréter la fermeture des établissements relevant de la Direction des écoles catholiques (DIDEC) du diocèse afin d'épargner les parents de davantage de soucis.

On conviendra que ce rassemblement du TIM est une contre-manifestation de celle conduite depuis près d'un mois par Andry Rajoelina et l'opposition ; ce fut la « *démonstration de force* » du régime en place. Mais pour la contre-propagande, il est plus que malsain de proférer publiquement des menaces contre les artistes, contre les directeurs des écoles qui ouvrent en les taxant d'immoral et de complicité avec les tueurs dans le carnage du 7 février à Antaninarenina.

Et la liberté de circulation, la liberté d'entreprise, la liberté de pensée, la liberté de réunion, la liberté de fréquentation ou encore la tolérance dans tout cela ? La vie est déjà assez difficile pour les ménages dans le contexte actuel après ces incendies, ces morts calcinés et cette boucherie d'Ambohitsorohitra. Le ménage lambda ne supporte davantage de menaces sur sa tête. Il se recroqueville sur lui-même ; il se terre volontairement dans sa solitude. Il se sent terrorisé lorsqu'un de ses membres sort dans la rue. Il ne croit plus à la vie sociale et il craint surtout que la guerre n'éclate entre voisins en raison de cette terreur morale et psychologique qui est répandue depuis la Place du 13 mai ces derniers jours.

Le père de famille est aujourd'hui de plus en plus terrorisé quand il envoie ses enfants à l'école et dans les grands magasins dans le centre ville. Il meurt d'impatience jusqu'à ce que ses enfants rentrent de leur classe ou du marché. Il n'ose plus s'aventurer à flâner et faire du lèche-vitrines sous les arcades ou dans les marchés aux puces. Dans certains quartiers, les rues sont désertées dès 18h.

La vue unique, la pensée unique, la voix unique, dénoncées et objets du combat de la Place 13 mai, sont-elles le monopole du régime que l'on veut abattre ? Le militantisme ne peut-il pas cohabiter avec la liberté des autres ? La propagande et les moyens de persuasion doivent certainement être des clichés chocs mais sans terreur.

Source :

<http://www.madagascar-tribune.com/L-exception-et-la-regle,11111.html>

12 FEVRIER 2009

Prologue au dialogue

Par Nasolo-Valiavo Andriamihaja

Exceptionnellement, et parce que les circonstances l'exigent, j'aurais voulu que le co-auteur de ce texte le signe avec moi. Mais, cet ancien ministre de la Culture requiert l'anonymat. Le pays traverse la plus grave crise de son histoire : toutes les valeurs sont bafouées ; aucun des principes, qu'on nous avait inculqués, n'est respecté. C'est la conséquence d'une personnalisation excessive du pouvoir et de son opposition. Nous devons sans doute redécouvrir une approche collective. Travailler sur soi, travailler avec les autres, œuvrer pour les autres. Et dans l'intérêt supérieur du «Tanindrazana»

Le dialogue était la solution naturelle pour sortir de cette crise politique. Il est symptomatique que les protagonistes ne s'y résolvent qu'à l'invitation de conciliateurs ou de médiateurs mandatés par la communauté internationale. Il est regrettable qu'il ait fallu tant de dégâts, de blessures physiques et morales, de morts. La confiance, à la base même du Fihavanana malagasy, fait donc désormais crucialement défaut au «contrat social» malgache. Cinquante ans de république malgache, cinquante années d'un échec que personne ne veut assumer, rejetant constamment les torts sur les autres ou s'inventant des boucs émissaires.

Ce sont cependant l'ensemble des acteurs des cinquante dernières années qui doivent se mettre ensemble pour l'inventaire collectif d'un passif inévitablement solidaire. Il ne s'agit plus d'exclure, mais de rassembler. Il ne s'agit plus de se défausser, mais d'assumer. Il s'agit moins de revendiquer la gloire et de nier l'opprobre que d'additionner les acquis.

PSD, Arema, Hery Velona, TIM : tous ont exercé le pouvoir, aucun ne doit s'exonérer de ce qui est advenu à Madagascar depuis 1959. Aucun non plus, cependant, ne doit être exclu du tour de table, une thérapie de groupe pour conjurer les inimitiés, un dialogue indispensable pour la nécessaire refondation.

Le critère du suffrage universel désigne naturellement les trois présidents de la République encore en vie.

Le critère de l'expérience commande de ne pas se priver des compétences des Premiers ministres des périodes transitoires. Le critère de l'organisation ouvre sur les partis et associations politiques qui ont participé à l'une quelconque des élections - nationales, législatives, sénatoriales, provinciales, communales – organisées depuis 50 ans. Le critère du «fiaraha-monina» associe naturellement l'ensemble des acteurs et des structures qui régulent en profondeur le «vivre ensemble malgache» : les autorités traditionnelles comme courroie de transmission entre le «Fanjakana» et le «Fihavanana» ; les autorités religieuses comme médiateurs permanents des temps de crise ; le secteur économique pourvoyeur d'emplois et créateur de richesses ; les universitaires et l'intelligentsia, filtres en amont de notre participation à la mondialisation ; les médias et la communication rouages incontournables du rapport à l'opinion publique

Personne n'est coupable puisque nous sommes tous victimes. Tous, nous sommes coresponsables de ce demi-siècle d'histoire qu'il nous faut considérer sans complaisance, mais avec lucidité. Ensemble, saisissons l'opportunité de mettre Madagascar dans le sens de l'Histoire pour les 50 prochaines années.

Source :

<http://www.lexpressmada.com/index.php/photos/photos/pub/2009/index.php?p=chronique%20de%20Vanf>

JEUDI 12 FEVRIER 2009

Mouvement populaire

La roue tourne

Par Rakotoarilala Ninaivo



Plusieurs banderoles ont mentionné hier mercredi 11 février 2009, au stade municipal Mahamasina, des soutiens au gouvernement légal avec le slogan « *manohana ny ara-dalana* ». Un signe d'encouragement pour le président Marc Ravalomanana, celui qui a érigé, avec Jacques Sylla, un gouvernement pas légal en 2002 sur la Place 13 mai.

Mahamasina est plein

Les partisans de Marc Ravalomanana avaient été, en 2002 sur la Place du 13 mai, très nombreux. Ce mercredi 11 février 2009, ils ont fait le plein au stade de Mahamasina. En effet, les tribunes et gradins du stade ont été bien remplis ; la pelouse a par contre été clairsemée. En tout cas, ils n'étaient pas moins de 30 000 personnes selon les dires des observateurs. Et à l'extérieur du stade, la vie poursuit son cours normal, à l'exception des magasins qui ont fermé leurs portes. Les gens à l'extérieur du stade semblent indifférents par rapport à ce qui s'y passe.

« La ville n'a pas été morte »

A Analakely par exemple, les gens circulent comme s'il ne se passait rien à Mahamasina. Il en est de même à Ambondrona ou à Ampandrana. Les marchands ambulants continuent encore leurs activités dans le quartier chinois à Behoririka. Ce sont les Chinois qui ont pris des précautions en fermant leur magasin. Autrement dit, l'appel à la « ville morte » lancée sur la Place 13 mai n'a pas été observé. Pendant ce temps, le stade de Mahamasina est plein malgré la pluie.

Un fait très remarquable aussi est la présence des taxis brousse, du côté d'Ampefiloha. Des taxis brousses qui ont stationné sur le trottoir de la route qui passe devant le lycée moderne Ampefiloha, et qui se termine à côté de l'HJRA. Ces taxis brousses appartiennent pour la majorité à la coopérative FIFABE qui relie Antananarivo et Ankazobe. Ils ont transporté des manifestants qui ont rejoint la réunion de soutien à Marc Ravalomanana au stade municipal de Mahamasina.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/La-roue-tourne,11119.html>

LA SITUATION ET LES IMPACTS DE LA CRISE POLITIQUE A MADAGASCAR
Antananarivo, 12 février 2009

Impacts globaux de la crise :

- Plus de 200 morts et des centaines de blessés depuis le début de la crise
- Raréfaction et hausse généralisée des prix des PPN (Produits de Premières Nécessités)
- Climat social de rumeur, de méfiance, de tension et d'insécurité
- Perturbation ou suspension de la scolarisation
- Activités économiques, touristiques et administratives au ralenti
- Augmentation du chômage ou chômage technique

ANTANANARIVO

Les grandes dates sur l'évolution de la crise :

- *17 décembre 2007* : Election de Andry Rajoelina du groupe TGV (Tanora Gasy Vonona, littéralement : Jeunes Malgaches Prêts) comme Maire de la Capitale face à un candidat du parti présidentiel
- *Courant 2008* : Différentes mesures gouvernementales prises portant sur les affaires de la municipalité supposées par TGV en défaveur du développement de la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA)
- *13 décembre 2008* : Fermeture par le Ministère de la Communication de la Télévision privée VIVA appartenant au Maire d'Antananarivo suite à la diffusion intégrale du discours de l'Amiral Ratsiraka
- *11 janvier 2009* : Invitation de la population de la capitale à une messe pour porter en prière le sort de la ville d'Antananarivo
- *17 janvier 2009* : Inauguration de la Place de la démocratie et début des manifestations
- *24 Janvier 2009* : Meeting à la place de la démocratie (Jardin d'Ambohitovo) suivi de la marche vers la place du 13 mai
- *25 janvier 2009* : Enlèvement de l'émetteur de la radio VIVA
- *26 janvier 2009* : Intensification du meeting et début des actes de pillages et incendies de plusieurs magasins et bâtiments publics, dont la radio et télévision nationales et les grands magasins de distribution appartenant au Président (MAGRO)
- *27 janvier 2009* : Instauration du couvre feu
- *29 Janvier 2009* : Opération ville morte organisée par Andry TGV
- *03 février 2009* : Nomination de Monsieur Rivo Guy RANDRIANARISOA comme PDS d'Antananarivo par le Ministre de l'intérieur pour assurer la gestion des affaires de la CUA
- *04 février 2009* : Nomination en parallèle de Madame Michèle RATSIVALAKA par Andry RAJOELINA comme PDS d'Antananarivo

07 février 09 :

- Nomination du Président de la Haute Autorité de la Transition (HAT) en la personne de Andry TGV et du Premier ministre Monja Roindefo à la place du 13 mai.
- Répression par la garde présidentielle contre les manifestants ayant voulu instaurer le nouveau premier ministre au palais d'Ambohitsorohitra, ayant causé 31 morts et plus de 200 blessés

- Une série de déclarations de condamnation du carnage d'Ambohitsorohitra émanant de différentes entités
- Un mandat d'arrêt contre les leaders de manifestation
- Déclaration de la journée du 09 février comme journée de deuil national et de ville morte par le président de l'HAT
- Recueillement auprès des victimes au stade couvert de Mahamasina par la partie de l'opposition
- Pillage du ministère des finances et du budget et de quelques magasins à Antaninarenina et à Andraharo (Cap 3000)

09 février 2009 :

- Démission de la Ministre de la défense Cécile Manorohanta et nomination de son remplaçant le Vice Amiral Mamy Ranaivoniarivo, ex-Directeur du cabinet militaire de la Présidence.
- L'émissaire de l'ONU a rencontré les deux protagonistes

10 février 2009 :

- Présentation des quatre membres du gouvernement de la transition à la place du 13 mai
- Remplacement du Chef d'Etat Major Général de l'Armée Malagasy (CEMGAM) et de son deuxième adjoint par le gouvernement

11 février 2009 :

- Ville morte et deuil national décrétés par le leader du mouvement populaire
- Démonstration de force du TIM (parti présidentiel) au stade de Mahamasina ayant rassemblé environ 50.000 personnes issues des quatre coins de la Grande Ile
- Pourparlers entre les deux parties sous la houlette du FFKM et de l'ONU
- Arrivée de la délégation de la COI (Commission de l'Océan Indien) présidée par le secrétaire d'Etat Chargé de la Coopération et de la Francophonie (Alain Joyandet)

12 février 2009 :

- Des négociations sont ouvertes entre les camps du Président malgache Marc Ravalomanana et du maire destitué d'Antananarivo Andry Rajoelina, a annoncé, ce jeudi 12 fév, le Secrétaire d'Etat français à la Coopération Alain Joyandet, à l'issue d'une rencontre avec M. Rajoelina
- Nomination de quatre autres membres du gouvernement de la transition à la place du 13 mai

Impacts :

Climat d'insécurité générale

Suspension des cours dans les écoles privées, notamment les catholiques

Raréfaction et hausse généralisée des PPN, surtout le riz (1.500Ar contre 1.200Ar le kilo avant le 26 janvier), huile (7.000Ar contre 3.800Ar le litre) et les produits TIKO.

L'économie tourne au ralenti (chômage technique, fermeture d'usine)

Prolifération des petits commerces

Evolution de la crise dans les régions d'intervention d'Aide et Action *Semaine du 9 février 2009*

DIANA

Situation :

Différentes factions de l'opposition continuent de tenir régulièrement des meetings de mobilisation de la population qui s'organisent presque journalièrement. Après les événements douloureux d'Antananarivo, des quêtes de solidarité aux victimes ont été effectuées lors de ces meetings, mais aussi au niveau de la Mairie de Diégo Suarez au nom du « Fihavanana » malagasy.

Le mouvement se durcit progressivement avec des menaces à peine voilées à l'endroit des différents responsables (services étatiques surtout). Les fermetures des établissements sont au gré de l'opposition pour inciter les gens à venir aux meetings. Pratiquement aucune manifestation du pouvoir légal même pour la sécurité des biens et des personnes. L'administration semble vouloir ignorer le mouvement et continue de renforcer les différentes structures (mise en place d'un nouveau Chef de Région et du nouveau Chef de District d'Antsiranana I, remise des motos aux Maires ruraux). Néanmoins, un couvre-feu est appliqué de 22h à 05h dans la ville de Diego Suarez.

Aucun mouvement particulier à signaler dans les autres districts (Ambilobe, Ambanja, Nosy Be)

Impacts :

Les prix de denrées de base continuent d'augmenter. Les produits laitiers ont disparu du commerce ou à des prix faramineux. Même le riz connaît une augmentation estimée à 30% actuellement. Par l'insécurité grandissante, les différentes activités professionnelles sont nettement en veille, beaucoup d'établissements ont préféré fermer leurs portes.

SAVA (Sambava)

Situation :

- Calme en apparence
- Conflit entre les leaders de l'opposition en ce moment

Impacts :

- Hausse des prix des PPN
- Méfiance au sein de la population : « qui est avec qui ? »

ATSINANANA ET ANALANJIROFO

Situation :

Un calme semble régner à Toamasina ; la population vaque à ses activités quotidiennes. Par contre, les forces de l'ordre sont encore visibles dans les endroits sensibles (Bâtiment abritant les RNM et TVM locales, la place de la démocratie tout près du bureau de la commune...). Suite aux événements tragiques survenus dans la Capitale, le samedi 07 février dernier, une messe a été organisée dans l'une des églises catholiques de la ville en mémoire des victimes.

A Fénériver – Est, le traintrain quotidien a repris son cours normal, le ravitaillement aussi.

Impacts :

Le prix de carburant a baissé depuis. Un calme apparent semble régner en ville.

ATSIMO ANDREFANA (Toliara)

Situation :

- Maintien des meetings des pro Andry TGV et du KMD (Komity Manohana ny Demokrasia, Comté de Soutien de la Démocratie)
- La vie continue son cours normal malgré la tenue des meetings (les écoles sont ouvertes, les différents services fonctionnent, ...)
- Liberté d'expression au niveau de la station de radio locale
- Manque d'information (TVM, radio nationale)

Impacts :

- Hausse du prix des PPN
- Raréfaction de certains produits sur le marché
- Rapidité de la circulation des rumeurs causées par le manque d'information

MENABE (Morondava)

Situation :

Les événements du samedi dernier sont au centre des discussions de la population de Morondava, elle condamne la tuerie.

Les émissaires des NU, OUA venus pour le dialogue entre les deux parties semblent rappeler les accords de Dakar qui n'ont pas été respectés à la lettre.

Les forces de l'ordre sillonnent toute la ville le jour comme la nuit, tout en surveillant de près l'entrée et sortie de la ville.

La télévision nationale vient d'émettre seulement il y a trois jours, seule la radio Fanasina des catholiques fonctionne à ce jour.

Impacts :

L'atmosphère politique est toujours tendue. Les établissements bancaires ainsi que les logements des autorités voire même des leaders du TIM sont gardés par la force de l'ordre de peur d'être attaqué. Les PPN commencent à manquer (huile,...) ; et s'il y en a, le prix a doublé.

ANDROY

Situation :

- Il n'y a plus de meeting, la région est calme
- Distribution de riz aux familles nécessiteuses le 07 février 2009

Impacts :

- Hausse des prix PPN (huile, vary, manioc, maïs, eau,...)
- Insécurité grandissante : cambriolage nocturne de maison à Ambovombe, lancement des pierres aux taxi-brousse

ANOSY

Situation :

- L'alliance pour la défense de la démocratie Anôsy-Androy a organisé un meeting samedi après-midi devant l'hôtel de la ville. Comme la pluie n'a cessé de tomber, le meeting a été transféré dans la grande salle de la Mairie. Le but de ce rassemblement est de partager les informations sur le déroulement des manif à Tanà à la population.
- L'EMMO REG a installé un barrage à Ankarefo (à 5km de Fort Dauphin sur la RN 13) pour fouiller tous les véhicules empruntant la RN13
- Bon nombre d'associations ont condamné le carnage à Ambotsirohitra
- Pas de classe dans les écoles catholiques durant la journée du lundi dernier
- Suspension du chantier de COLAS pour la construction de MAGRO SA

Impacts :

- Hausse vertigineuse des prix des PPN et des autres denrées : huile de table à 10 000 Ar/l, riz à 600Ar/kap , tomate 3000Ar/kilo, Pomme de terre à 4000 Ar/kilo, Carotte à 4000Ar/kilo
- Quelques salariés de l'Hôtel Le Dauphin sont en chômage technique faute de touristes

JEUDI 12 FEVRIER 2009

Yvan Randriasandratiniony

« Il y a eu une sommation à Ambohitsorohitra »

par Rakotoarilala Ninaivo



Yvan Randriasandratiniony persiste sur l'existence d'une sommation à Ambohitsorohitra, lorsqu'il a été interviewé par des journalistes étrangers hier mercredi 11 février 2009 matin à Mahamasina. Selon ce président du sénat et président du parti présidentiel Tiako I Madagascar (TIM), les gardes présidentielles ont effectué un tir de sommation à Ambohitsorohitra le jour du samedi 7 février 2009. Ainsi donc, ce serait des tirs de sommation qui ont atteint le cou du journaliste de la station télévision Rta selon Yvan Randriasandratiniony. En effet, ce journaliste a été atteint par les balles de la garde présidentielle dès les premiers coups de feu.

Pour ce qui est des autres victimes, le président de la chambre haute rejette toutes les responsabilités sur l'épaule des personnes qui ont conduit les manifestants du 13 mai vers Ambohitsorohitra le samedi 7 février 2009. Yvan Randriasandratiniony insiste sur le statut de zone rouge du palais d'Etat d'Ambohitsorohitra et ses alentours.

« Les dirigeants de cette manifestation connaissent manifestement que c'est une zone rouge, pourtant, ils ont encore conduit leurs partisans vers cette zone » dit le président de la chambre haute.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Il-y-a-eu-une-sommation-a,11118.html>

12 FEVRIER 2009

Émeute de Farafangana

Les restes de l'avion ministériel vont à la récupération

Les plombiers, les fabricants de foyers domestiques et d'« *angady* » ou de bêche ont récupéré ce qu'ils pouvaient sur la carcasse du petit avion qui a transporté le ministre de l'Économie Ivoasina Razafimahafa le 3 février dernier dans la ville de Farafangana. Cet avion incendié par des jeunes de la ville dans la nuit du 3 au 4 février n'a pas totalement cramé et c'est ce qui a permis à ces artisans d'en récupérer les restes les jours suivants. Les fabricants de bêche ont notamment pris l'hélice tandis que les artisans fabricants de foyers ont récupéré la tôle et les plombiers tout ce qui pouvait servir à leurs activités. Selon des observateurs, ces jeunes galvanisés par la situation politique actuelle se sont amusés comme des enfants. Ils n'ont jamais été à bord d'un avion et sont montés dans l'appareil pour voir de près ce que c'est. A Madagascar, la pauvreté est telle que la grande majorité des Malgaches n'ont jamais mis le pied dans un avion et sur les hautes terres, beaucoup d'enfants et même des adultes n'ont pas encore vu la mer, alors qu'on est censé être sur une île. Les voyages coûtent trop chers pour la bourse des ménages. C'est ce qui explique les gestes puehls des jeunes qui ont mis le feu à l'avion qui a transporté le ministre.



Une fois qu'ils se sont bien amusés, ils ont mis le feu à l'avion comme on prépare traditionnellement le cochon après son abattage : ils ont mis des troncs séchés de bananier au-dessus de l'appareil et des branches sèches à pouvoir carbonifère élevé ou « *anjivoky* » en dessous. Comme ils voulaient une explosion comme on en voit dans les films d'action, ils ont essayé de plonger à deux reprises un papier enflammé dans le réservoir. Mais l'explosion attendue n'a pas eu lieu. Elle s'est seulement produite plus tard

lorsque la chaleur est montée d'un cran. Seulement, son ampleur n'était pas ce que ces jeunes attendaient. Ils ont donc pris d'assaut le bâtiment de l'aérogare et l'ont également incendié. Mais ils ont immédiatement éteint le feu car certains ont avancé que ce bâtiment servait pour les bals et autres festivités. Si ce local est endommagé, adieu fêtes et amusements. Malgré tout, le bâtiment a subi quelques dégâts puisque des vitres ont éclaté et certains murs sont noircis sous l'assaut du feu.

Un autre fait marque aussi l'émeute de Farafangana : les deux pilotes dont l'un est malgache et l'autre un étranger ont été complètement abandonnés par les autorités locales et le ministre qui se serait réfugié à l'hôpital de Mahabo, à 45 min de Farafangana sur la route de Vangaindrano. Logés à l'hôtel le Cocotier, ces pilotes n'ont pu rentrer dans la capitale qu'avec la bonne volonté de certaines personnes de la ville. Ils ont regagné leur domicile le 6 février très tard dans la nuit.

Marc Morasata

VENDREDI 13 FEVRIER 2009

Semainier de VANF

Dos à dos avant tête-à-tête

RATSIRAKA. Les graffitis sur les murs de la ville sont des mots étranges d'un contexte qui leur est étranger, que la population se contente de lire machinalement et de reprendre ou de rejeter sans faire l'effort d'un minimum de culture générale. À moins de vouloir s'adresser à l'opinion prétendument internationale ou de chercher à faire la manchette des journaux globaux, il n'y a pas plus intérêt à traiter Marc Ravalomanana de «*fasciste*» ou de «*nazi*» que d'expliquer laborieusement aux Malgaches que le svastika est un symbole hindou très respectable, à des années-lumière du traumatisme de la croix gammée nationale-socialiste. Continuer à parler de choses dont les Malgaches se moquent éperdument ou ne savent absolument rien, c'est se tromper d'électorat: il serait pathétique d'en arriver là, au bout de vingt-deux ans qui n'auraient été alors que de malentendus.

Didier Ratsiraka fait mine d'ignorer le ras-le-bol de ces milliers de manifestants quotidiens. Une seule question: serait-il capable d'en réunir spontanément, seulement le dixième? Son entêtement à refuser de lâcher du lest est proprement incompréhensible.

S'il écoute encore les conseils, il faudra lui répéter indéfiniment celui-ci : «*embrasse la main que tu ne peux pas couper*». Ses partisans peuvent bien recenser les entreprises à l'agonie ou détailler les mécanismes de faillites redoutées, ils n'ont rien d'autre qu'une patience résignée à opposer à une capacité de nuisance contre laquelle ils n'ont ni la volonté politique d'en finir, ni les moyens de s'y prendre. De quel droit encore parle-t-on quand la sanction en est impossible? De quel État s'agit-il quand la rue désobéit à l'autorité et se choisit son Robin des Bois?

RAVALOMANANA. Cette surenchère connaîtra son paroxysme. C'est une loi de la nature. La démonstration, que vos appels à la grève générale peuvent empêcher l'État de fonctionner normalement, ne fait pas de vous le chef de l'appareil d'État. Pérorer indéfiniment sur la Place du 13 Mai n'a jamais fait de personne le président de la République. À un moment ou à un autre, et ce sont les mœurs démocratiques auxquelles les conditionnalités de la dite «*bonne gouvernance*» nous obligent, il vous faudra l'onction des urnes. Votre entêtement repose un chiffre ambigu: 50,49% des voix alors que près d'un million de suffrages ne sont pas pris en compte. Pour gagner au premier tour, il faut plus de 50% des voix, mais sur la totalité des suffrages exprimés. Quand bien même Didier Ratsiraka démissionnerait demain, vous ne deviendrez pas pour autant automatiquement le président de la République de Madagascar, faute d'avoir acquis la majorité absolue sur les cinq autres candidats. À trop radicaliser les choses, vous voilà otage des excès et du fanatisme de la foule du 13 Mai. Il faudra pourtant se résoudre à des négociations et aller au second tour, à moins d'un coup d'État.

Post-Scriptum: J'ai exhumé une vieille Chronique du 12 février 2002. Sept ans plus tard, presque jour pour jour, il suffit d'actualiser les personnages et d'intervertir les rôles. Caractéristique du surplace de Madagascar, ou symptomatique de son sous-développement. J'aurais préféré avoir tort, mais que le pays aille de l'avant. Cette Chronique toujours d'actualité aurait pu me rendre fier. Non, j'ai honte du gâchis perpétuel que devient mon pays.